



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2784 | 63^e année | Du 17 décembre 2009 au 6 janvier 2010 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

HOMMAGE À LA VACHE

« Ce pelé ce galeux » : La Fontaine déplorait que l'on s'en prît ainsi à un brave baudet. Aujourd'hui Christine Clerc, sur le site de *Marianne2*, doit défendre... la vache ! Cela parce qu'« une agence internationale aurait évalué les dégâts causés par les malheureuses ruminantes à 3 % du méthane rejeté par les activités humaines et 65 % des émissions d'hémioxyde azotée, ou l'inverse. Chaque vache produirait 2,6 tonnes de CO₂ par an. Sachant qu'un Français mange en moyenne 12 kilos de viande bovine par an, multipliez par X et divisez par Y et vous aurez le total - soit l'équivalent, pour chaque carnivore, de 370 kilomètres effectués en voiture à 10 litres d'essence aux 100... »

Comme Christine Clerc, nous défendrons la vache. Déjà il y a quelques années l'Europe l'accusait d'être folle obligeant nombre de paysans à abattre leur troupeau ! Comment a-t-on vécu des millénaires sans se plaindre de la compagnie de cette bonne bête certes pas très raffinée, mais qui, dans son regard bonace et impavide sur nos agitations si souvent stériles, contient peut-être plus de philosophie que n'en possèdent les savants à la mode... C'est en taureau que Zeus se mua jadis pour séduire la princesse Europe, qui donna son nom à notre continent. L'enfant Jésus fut réchauffé dans la crèche par un âne (encore un pauvre baudet !) et un bœuf. Si l'haleine de celui-ci était polluante, c'est vingt siècles de notre histoire qui se trouvent ainsi pollués... Et pourtant il y a toujours des hommes, et qui mangent, et qui pensent; et qui prient... ■

p. 3 et 16

Le piège



de l'identité nationale

□ 25 DÉCEMBRE

« Noël ! Noël ! »

Que sont ces "fêtes" où le douzième coup de minuit ira se perdre dans le vacarme de bacchanales réveillonniques ?

On ne parle presque plus que « des fêtes », comme le déplore Anne Bernet en page 12 de ce numéro. Il semblerait que les plumes et les bouches laïcisées soient devenues incapables de dire ce beau nom de « Noël ».

Que sont alors ces "fêtes" qui n'ont de raison d'être qu'en elles-mêmes ? Encore heureux quand elles restent quand même une fête de famille, mais cela même s'efface... dès lors qu'il y manque une dimension...

Que sont ces "fêtes" où le douzième coup de minuit dans la nuit du 24 au 25 décembre ira se perdre dans le vacarme de

bacchanales réveillonniques, tandis que TF1 ignorera pour la deuxième année consécutive la messe de minuit « pour des raisons de logique de programmation » (sic) ?

Que sont ces "fêtes" insensibles au mystère de ce petit enfant posé dans le froid sur la paille "entre le bœuf et l'âne gris" et qui est Dieu venu sur terre montrer aux hommes le chemin du Ciel ?

Plus que jamais capétien et Très-Chrétien S.A.R le prince Jean de France, duc de Vendôme, ose employer, sans se soucier des médias devenus fous, les mots qui parlent au cœur des

Français. Dans le dernier bulletin de Secours de France ¹ - cette belle œuvre qui vient en aide aux oubliés de l'Histoire, aux exclus du matériellement et égoïstement correct, aux harkis, aux anciens défenseurs de l'Algérie française, aux victimes de violences civiles, etc, le Prince clame la vérité :

Le baptême de la France

« Noël, on le sait, est une fête française. Je veux dire par là que, de toutes les fêtes chrétiennes, Noël est chez nous, depuis les plus lointaines origines,

la fête la plus célébrée. C'est la nuit de Noël que Clovis et trois mille de ses guerriers sont baptisés, par saint Remi, au baptistère de Reims. C'est aux cris de "Noël ! Noël !" que Jeanne d'Arc entre à Orléans, le 8 mai 1429. En France, le peuple et le roi, quand ils sont heureux, chantent Noël. »

Nous ne saurions ajouter à ces belles paroles que nos vœux ardents de Joyeux Noël à la France, « grande oubliée de notre temps » dit encore le Prince, à la famille de France et, bien sûr, à tous nos lecteurs et amis.

MICHEL FROMENTOUX

¹ www.secoursofrance.com



■ COMMERCE

Négociations à l'OMC :



Les pays émergents s'émancipent

PAGE 2

■ SOCIÉTÉ

Proposition de loi féministe :



La parité dans les entreprises

PAGE 5

■ ÉTRANGER

Manifestations contre la République islamique :



Vers le tournant en Iran

PAGE 10

□ OMC

Les émergents s'émancipent

L'OMC se heurte à de nouveaux obstacles : les négociations piétinent sur l'agriculture, les services, l'environnement. Parallèlement, les pays émergents créent des zones régionales de libre échange...

Instrument diabolique de la mondialisation pour les uns, indispensable garde-fou contre les excès du marché pour les autres, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suscite par intervalles des controverses aussi acerbes que le sujet peut être aride. Alors que, depuis huit ans, les pays membres ne parviennent pas à s'entendre sur l'ampleur et la nature d'une nouvelle libéralisation des échanges.

Interminable

On l'a encore constaté au début du mois à Genève, siège de l'organisation, où se sont réunis 153 ministres du Commerce censés donner une impulsion à l'interminable cycle de Doha, du nom de la capitale du Qatar où fut lancée en 2001 cette ambitieuse série de négociations commerciales. Au bout de trois jours de palabres, les ministres se sont séparés en promettant de conclure les négociations en 2010, sans toutefois prendre des engagements concrets. Malgré les avertissements appuyés du directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, selon lequel « le temps presse ». « Les dirigeants politiques sont pratiquement unanimes à assurer qu'ils veulent conclure en 2010, mais il ne suffit pas de le réaffirmer, a souligné Pascal Lamy. Ce qu'il faut maintenant, c'est agir, agir de manière concrète et pratique pour éliminer les dernières divergences. »



153 pays sont membres de l'Organisation mondiale du Commerce

Selon le directeur général de l'OMC, les pourparlers ont permis jusqu'à présent de dégager un consensus sur 80 % des questions abordées depuis huit ans, les 20 % en suspens étant subordonnés à la volonté politique des pays membres. Le problème est que ces 20 % restants constituent un noyau dur, alors que toute décision à l'OMC ne peut être obtenue que par consensus.

Les blocages

Or, à mesure que le temps passe, surgissent de nouveaux obstacles. Quand fut lancé le cycle de Doha, peu après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis et l'Union européenne prétendaient lutter contre la pauvreté, et ce faisant contre le terrorisme, par le truchement du commerce. C'était dans l'air du temps. Aujourd'hui, cette candeur n'est plus guère de mise. La croissance économique des pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil no-

tamment) a contraint les puissances industrialisées à se montrer plus soucieuses de leurs propres intérêts. Ainsi, le représentant américain au commerce Ron Kirk a demandé aux pays émergents d'être « plus coopératifs », car, a-t-il dit en rappelant des chiffres du Fonds monétaire international, 58 % de la croissance mondiale proviendra en 2014 de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud et des économies d'Asie du Sud-Est.

Si les États-Unis exigent une plus grande ouverture des marchés des pays émergents aux produits industriels, les pays en développement réclament des réductions importantes des subventions à l'agriculture des pays riches. Certaines propositions actuellement sur la table à l'OMC auraient pour effet, si elles étaient retenues, de réduire encore le revenu déjà faible des paysans français. L'Union européenne affirme qu'elle ne fera plus de concessions

dans le domaine agricole, alors que les pays du Sud maintiennent leurs revendications. Ce ne sont pas là les seuls blocages. Les négociations sur les services ou sur l'environnement, par exemple, semblent également piétiner. Il sera par conséquent bien difficile de conclure le cycle de Doha dans les prochains mois, et la question se pose d'une révision à la baisse des objectifs initiaux.

Tout n'est cependant pas figé, loin s'en faut, dans cet univers marchand. Signe supplémentaire d'une émancipation qui ne date pas d'hier, vingt-deux pays émergents ou en développement ont décidé unilatéralement d'aller de l'avant, en signant à Genève un accord Sud-Sud destiné à libéraliser leurs échanges, sans les grandes puissances. Ils entendent réduire dès la fin 2010 leurs droits de douane d'au moins 20 % sur 70 % de la totalité des produits qu'ils échangent. Ces réductions pourraient théoriquement générer huit milliards de dollars de commerce en plus chaque année. Par la même occasion, l'Inde et le Brésil ont annoncé qu'ils rendraient leur marché libre de douane aux exportations des pays les moins développés. Pour autant, les pays émergents ou en développement refusent le principe d'une OMC à deux vitesses, comme l'idée - byzantine - en a été émise par quelques experts. Pendant ce temps, la Suisse et la Chine ont signé une déclaration commune en vue de conclure un accord de libre-échange.

Et voici les Black Blocks

Ces ententes partielles ou régionales ne compensent pas l'impression d'atonie qui se dégage de cette septième session ministérielle. Pour l'animation, il fallait sortir du Centre William-Rappart, siège de l'OMC : dans les rues passantes de Genève, quelque deux cents casseurs des Black Blocks se sont une nouvelle fois défoulés en brisant des vitrines de magasins et en incendiant des véhicules. C'est quasiment devenu un rituel en marge des grandes réunions à caractère économique et commercial. Il n'y a pas de mondialisation heureuse.

GUY C. MENUSIER

» ÉLYSÉE 2.0

Twitter s'impose comme un média incontournable. Le président de la République y a ouvert un compte pour faire écho aux négociations du sommet de Copenhague. Rendez-vous à cette adresse : twitter.com/elyseecop15

» CONCURRENCE

Le gouvernement prend les parents par la main : le secrétariat d'État en charge de l'Économie numérique vient de mettre en ligne un site Internet censé les aider à choisir les jeux vidéo de leurs enfants. « Bizarrement », remarque Manuel Raynaud, « Jeuxvideoinfoparents.fr est très redondant avec un autre portail cette fois-ci déve- loppé, il y a déjà plusieurs mois, sous l'autorité du secrétariat d'État à la Famille. » (Écrans, 04/12/2009)

» DIVERSITÉ

Depuis le 10 décembre, des noms de domaines ".eu" peuvent être enregistrés en utilisant n'importe quels caractères des vingt-trois langues officielles de l'Union européenne. Les efforts de la Commission censés préserver la diversité linguistique sur la Toile semblent toutefois inégaux. Selon Jean Quatremer, correspondant de Libération à Bruxelles, son site Internet serait « un tas de boue [...] où toute l'information utile est en anglais » (Coulisses de Bruxelles, 07/12/2009).

» REVIREMENT

L'Espagne, qui présidera le Conseil de l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier, aurait souhaité organiser une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept à l'abri des pressions médiatiques. Elle y aurait finalement renoncé, tout comme la France en 2000... (Coulisses de Bruxelles, 11/12/2009)

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (*)

Directeur de la publication : M.G. Pujot
Directeur éditorial : Gérard Bedel
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Antoine Goursky, Stéphane Piolenc

Société :
Stéphane Blanconnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux

Europe :
Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde :
Philippe Maine, Pascal Nari

Histoire :
Michel Fromentoux,
Yves Lenormand, René Pillorget

Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont,
Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens

Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan

Combat des idées :
Gérard Baudin, Stéphane Blanconnet

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

LE LIVRE À L'HEURE NUMÉRIQUE

Le livre électronique acquiert une notoriété inédite : en pleine fièvre consumériste, la Fnac lui consacre, par exemple, une page de son catalogue de Noël. Dans ce contexte, le Premier ministre a confié à Christine Albanel une mission concernant l'adaptation du secteur de l'édition à l'économie numérique. L'ancien ministre de la Culture, qui avait défendu le projet de loi censé endiguer le "piratage" des œuvres musicales et cinématographiques, devra discuter avec les éditeurs afin « que les



téléchargements illégaux de livres soient repérés et fassent l'objet du même traitement par l'Hadopi ». Un traitement dont l'impact est pourtant méconnu, sa mise en œuvre n'étant pas entamée... M^{me} Albanel s'attachera également à développer l'offre légale. À titre d'exemple, L'Harmattan propose des ouvrages au format PDF pour un prix inférieur de 30 % à celui de l'équivalent papier, mais qui sont affublés d'une protection contre les copies illégales très contraignante. L'ensemble des éditeurs renonceront vraisemblablement à ces verrous numériques ; nous les appelons en outre à proposer des offres couplées papier

et numérique, qui répondraient au besoin des lecteurs itinérants attachés néanmoins au "plaisir de l'objet". Aux yeux de François Fillon, « il apparaît primordial que les interrogations que suscitent dans notre pays les propositions faites aux bibliothèques publiques par des entreprises comme Google puissent être partagées par nos partenaires européens » - allusion à la numérisation massive des fonds documentaires entreprise par le géant de l'internet. Aussi Christine Albanel devra-t-elle mener une « action de sensibilisation auprès de la Commission européenne et des ministres européens en charge de la Culture

et des droits d'auteur » ; à cet effet, elle pourra « s'appuyer sur le réseau diplomatique et la représentation permanente de la France à Bruxelles ». La France aurait-elle déclaré la guerre à Google ? Sans attendre les conclusions d'une autre mission confiée à Marc Teissier, qui étaient attendues pour le 15 décembre, le président de la République a proclamé qu'il n'était « pas question de nous laisser dépasser de notre patrimoine au bénéfice d'un grand opérateur, aussi sympathique soit-il, aussi important soit-il, aussi américain soit-il ». En tout cas, Christine Albanel devra rendre sa copie en avril 2010.

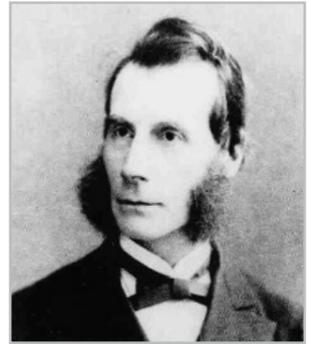
G.D.

Lancé par le gouvernement, nécessaire pour les partis de la majorité, dangereux aux yeux de l'opposition de gauche, le débat sur "l'identité nationale" bat son plein. Quand un gouvernement lance un grand débat à quelques mois d'élections importantes, il a, évidemment, une arrière-pensée électoraliste. Je voudrais apporter quelques éléments de clarification dans un débat où règne la confusion mentale.

□ DÉBAT

Le piège de l'identité nationale

Le débat sur l'"identité nationale" impose des clarifications. Ernest Renan et Fustel de Coulanges sont convoqués pour répondre à Martine Aubry et Éric Besson. Des politiciens méprisant l'histoire, fourvoyés par le volontarisme.



Fustel de Coulanges
L'Alsace est-elle allemande ou française ?

Qu'est-ce qu'une nation ?

Je commencerai par récuser l'expression "identité nationale" car il convient d'abord, pour penser, d'utiliser des mots appropriés à la question. Les bons Français ont compris qu'on leur demandait de s'exprimer sur leur appartenance à la nation française, ils sont entrés dans le jeu du gouvernement qui veut passer pour patriote le temps d'une élection avant de continuer son œuvre de dissolution de la France dans l'Europe et dans la mondialisation. L'identité est la reconnaissance d'un individu par lui-même ou par les autres. Ressentez-vous la nécessité de vous rassurer sur votre appartenance à la nation française ? Avez-vous le besoin d'être reconnus comme Français par vos voisins ou par les passants ? Je ne le pense pas. Le débat sur l'identité nationale ne s'adresse réellement qu'à ceux qui ne se sentent pas naturellement français et la participation de ceux qui le sont sert à un amalgame subversif. Nous allons nous élever au-dessus de ce débat avant d'en analyser le poison.

« Ce qui distingue les nations, ce n'est ni la race, ni la langue. Les hommes sentent dans leur cœur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances. Voilà ce qui fait la patrie. Voilà pourquoi les hommes veulent marcher ensemble, ensemble travailler, ensemble combattre, vivre et mourir les uns pour les autres. La patrie, c'est ce qu'on aime. Il se peut que l'Alsace soit allemande par la race et le langage ; mais par la nationalité et le sentiment de la patrie elle est française. »

Ainsi s'exprimait Fustel de Coulanges dans *L'Alsace est-elle allemande ou française ?* Citons encore Ernest Renan : « Une nation est une âme, un principe spiri-



Caractères ethniques ? géographie ? langue ?
Ces ingrédients ne suffisent pas à constituer la nation
s'il ne s'ajoute un passé commun.

tuel... Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. » (*Qu'est-ce qu'une nation ?*)

Empire

Caractères ethniques ? géographie ? langue ? religion ? communautés d'intérêts ? Tous ces ingrédients peuvent entrer dans la composition d'une nation comme la France. Pris séparément ou tous ensemble ils ne suffisent pas à la constituer s'il ne s'ajoute un passé commun. Si une volonté de vivre ensemble existe ainsi qu'un pouvoir politique fédérateur mais que les éléments constitutifs de la société restent disparates, nous avons affaire à un empire et non à une nation comme la nôtre. Ce fut le cas de l'Empire romain qui eut des empereurs africains ou syriens dans le cadre de la grandeur d'une Rome protectrice et

civilisatrice, c'est le cas des États-Unis d'Amérique, empire sans empereur formé par l'immigration dans le Nouveau Monde, fédéré autour d'une manière américaine de vivre et de penser dans des structures économiques et politiques libérales. Mais la France, elle, s'est formée à côté de l'Empire romain germanique autour de sa dynastie ; le roi sacré à Reims était « empereur dans son pays ». Telle est notre spécificité. C'est pourquoi le communautarisme n'entre pas dans nos traditions.

« Une certaine idée de la France »

Les républicains, suivant l'expression volontariste et jacobine de De Gaulle, écartent la réalité historique et charnelle du pays mais affirment « une certaine idée de la France ». « L'identité de la France », a dit Martine Aubry à Rennes le 3 décembre, ce n'est pas la droite, ce n'est pas la gauche, c'est bien plus, c'est la République ». Sa république louche à gauche : elle n'y voit que la Commune, la Résistance, l'an-

ticolonialisme, le féminisme... Elle dénonce les « parts d'ombre » dans l'histoire de France. « Notre histoire a connu l'esclavage, la colonisation, l'ordre moral, le renoncement de 1940, la Collaboration. Se souvenir de ces taches noires après avoir parlé de ses moments flamboyants, c'est être capable de mieux préparer l'avenir. » "Taches noires", "moments flamboyants", quel manichéisme primaire ! Et la justice de saint Louis qui faisait accourir toute l'Europe, et les croisades, et les rois qui arrondissent le pré carré, et les Missions étrangères ? Dans les taches d'ombre certainement dont on n'émerge qu'en exhibant au bout d'une pique la tête du gouverneur de la Bastille. M^{me} Aubry résume d'une formule son idée de la France : « La France est un pays qui s'apprend plus qu'il ne s'hérite. »

Le nationalisme français

Quant à Éric Besson, il déclare au *New York Times* : « Les franco-français, cela n'existe pas. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a pas de race. » Répondons-lui avec Bainville : « Le peuple français est un composé. C'est mieux qu'une race. C'est une nation. » (*Histoire de France*) Pas de Français de souche ? Le gouvernement et l'administration ne cessent d'appâter le bourgeois et le touriste avec le patrimoine ! Dans patrimoine, il y a père, donc ancêtres, donc souche.

Quand nos ancêtres sont français depuis des générations, quand nous avons des tombes dans les cimetières militaires des guerres les plus reculées, M. Besson nous dénie le droit d'être des Français de souche. Parle-t-il français comme nous ? Bien plus, dans l'accueil des habitants de nos anciennes colonies, la République a su montrer de scandaleuses options discriminatoires : elle considéra les enfants de harkis comme des parias, tandis que les enfants

de fellaghas étaient des fils prodiges reçus à bras ouverts. Ce n'est une "tache noire" ni pour M^{me} Aubry ni pour M. Besson qui mène le même combat que le chef socialiste.

« La patrie est une association, sur le même sol, des vivants avec les morts et ceux qui naîtront » (Joseph de Maistre). Notre nationalisme français ne s'affirme ni de droite ni de gauche, notre nationalisme français n'est ni agressif ni exclusif, il veut protéger et aider à s'épanouir l'âme du pays qui n'est pas la France d'une idéologie mais comme le dit Joachim du Bellay en concentrant dans un vers magnifique et immortel l'essence de notre civilisation : « France, mère des arts, des armes et des lois ».

Le jeu des mondialistes

Le nom exact du ministère d'Eric Besson, créé en mai 2007, nous montrera la manœuvre du gouvernement : ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire (aide au développement en liaison avec les Affaires étrangères). Il s'agit de faire passer en force une France qui ne ressemblerait plus à ce qu'elle fut. Plus d'une centaine de parlementaires de la majorité ont cosigné une proposition de loi pour « faire respecter les symboles républicains lors des célébrations de mariage » dans les locaux des mairies, ce qui prouve que l'intégration "laïque et républicaine" ne marche pas. Si demain la France est communautaire, elle aura une identité mais son âme se sera envolée. Travaillons pour que la France de demain soit la suite de la France historique.

GÉRARD BEDEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Pensez aux étrennes du journal

« Comment vous aider ? » nous demande un lecteur à la retraite modeste. En fait, vous pouvez nous aider de façons très diverses. Par exemple, la souscription a reçu cette semaine l'apport d'une vente de livres reliés des maîtres de l'Action française, que nous a légués une très an-

cienne abonnée. Vous pouvez aussi verser à la souscription un gain réalisé sur une brocante. Si vous êtes abonné, vous pouvez envoyer votre AF 2000 à un sympathisant. Vous pouvez aussi mettre de côté vos pièces jaunes et nous en envoyer le montant périodiquement. Vous pouvez en-

core offrir comme cadeau de Noël un abonnement d'essai à L'AF 2000. Que sais-je ? Nous vous serons toujours reconnaissants de tous vos efforts pour aider le journal. Merci d'avance et joyeux Noël aux amis d'AF !

MARIELLE PUJO

LISTE N° 17

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Mme Bellegarde, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Marie-Christiane Lecerq-Bourin, 30 ; Mme Tatiana de Prittowitz, 45,73.

Vente de livres de Maurras, Daudet, Bainville, 956 ; en l'honneur de la naissance du prince Gaston, anonyme Bouorgogne, 60.

Jacques Lamonerie, 100 ; Mme Huguette Fouquet, 30 ; Mme Capet-Sellenet, 50 ; anonyme, 100 ;

Mme Corine Schoch, 150 ; anonyme, 100 ; Mlle Odile Lopez, 5 ; Jean-Pierre Lopez, 5.

Total de cette liste : 1 701,00 €
Listes précédentes : 13 892,06 €

Total : 15 593,06 €

* Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui retourner à cette adresse : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LA 6^e MARCHÉ POUR LA VIE



RDV LE 17 JANVIER 2010 | Le 17 octobre dernier, plus d'un million d'Espagnols manifestaient contre le projet du gouvernement Zapatero de libéraliser l'avortement. Les Français oseraient-ils désormais se montrer moins ardens dans la défense de la vie, eux qui subissent déjà les effets d'une ample légalisation du crime pré-natal ? Le 17 janvier prochain, trente-cinq ans après la promulgation de la sinistre loi Veil, le collectif En marche pour la vie appelle à une mobilisation sans précédent à Paris pour la sixième Marche pour la vie, soutenue par treize associations et de nombreuses personnalités dont plus de quinze évêques, qui partira à 14 h 30 de la place de la République. À cette occasion, Pierre-Olivier Arduin, directeur de la commission bioéthique du diocèse de Fréjus-Toulon, et Cécile Edel, présidente de Choisir la Vie, se fonderont, dans *Valeurs Actuelles* du 3 décembre, sur un rapport du député UMP Hervé Mariton, ont proposé de remettre la question de l'avortement en débat. Trois éléments justifient leur demande : « le fait que les chiffres de l'avortement restent très importants - plus de 210 000 avortements annuels en France, soit un pour cinq grossesses, 40 % des Françaises en subissent un dans leur vie et l'IVG est devenu le "meilleur moyen" de finaliser un projet contraceptif ; la mise en évidence du syndrome post-avortement qui a fait l'objet de publications médicales dans diverses revues ; l'émergence de revendications de clause de conscience de la part de médecins ».

Et les auteurs de l'article d'ajouter qu'il faut « ne plus nous satisfaire d'un statu quo, ou pis, d'une fuite en avant qui jouerait sur un hypothétique sens de l'histoire, un quelconque progrès moral ou un acquis sociétal irréversible ». Il est temps en effet que notre France rompe avec la culture de mort et s'ouvre à l'accueil de la vie.

* Collectif En marche pour la vie, 6 square du Trocadéro, 75016 Paris ; tél. 06 72 01 53 31; site Internet : enmarchepourlavie.info.

LYCÉE

Menaces sur le niveau

Les syndicats dénoncent les diminutions d'horaires et l'autonomie accrue des établissements. Au-delà, ils devraient fustiger le volontarisme égalitaire, le pédagogisme et l'utilitarisme inspirant la nouvelle réforme du lycée.

Nous avons parlé dans le numéro précédent de la plainte des professeurs d'histoire et de géographie dont la discipline doit disparaître des programmes de terminale scientifique. C'est aujourd'hui toute la réforme de Luc Chatel qui fait l'objet de critiques. Elle avait été présentée en novembre au Salon européen de l'Éducation à Paris mais n'avait pas beaucoup retenu l'attention. Il est vrai que s'il fallait étudier de près tous les projets de réforme de la rue de Grenelle, annoncés, présentés, modifiés, retirés, on n'en finirait pas. Mais le ministre, qui a reçu le soutien du président, semble cette fois décidé à imposer son texte.

Le projet du ministère

Depuis la présentation de la réforme devant le Conseil supérieur de l'Éducation, huit syndicats d'enseignants ont demandé le retrait du projet, dénonçant les diminutions d'horaires de certaines disciplines et l'autonomie accrue des établissements, tandis que différentes manifestations de lycéens avaient lieu à Paris et dans plusieurs grandes villes.

Commençons par exposer le projet ministériel, nous le commenterons ensuite. Tous les élèves auront deux heures « d'accompagnement » par semaine, soutien pour les plus faibles, approfondissement pour les meilleurs, pour tous acquisition de méthodes de travail. Ces heures seront prises sur les diverses disciplines et le lycée aura toute liberté de les utiliser à sa guise.

À l'inscription en seconde, l'élève choisira deux « enseignements d'exploration », dont au moins un parmi les matières suivantes : sciences économiques et sociales ou économie appliquée et gestion. Ces enseignements permettront aux élèves de réfléchir à leur orientation qui sera « réversible ». En première, en



L'histoire et la géographie ne figureront plus qu'en option en terminale scientifique

effet, des « enseignements communs » représentant 60 % de l'emploi du temps réuniront les élèves de différentes séries, ce qui facilitera les changements de filière. Les élèves souhaitant changer de section à la fin du semestre ou de l'année pourront suivre des « stages-passerelles » pendant les vacances. L'histoire et la géographie ne figurent plus qu'en option en terminale scientifique, mais cette discipline se trouve renforcée en première où elle fera l'objet d'une épreuve. Ainsi, la terminale S pourra être plus scientifique et la terminale L plus littéraire.

L'état d'esprit

On parlait déjà, il y a six ou sept ans, de mettre l'épreuve d'histoire en première, avec le français. Admirons la continuité de l'esprit de réforme ! Oui, il y a continuité, mais dans l'erreur, et cela depuis plus d'un siècle de république. La réforme actuelle se situe dans la droite ligne de la destruction de notre enseignement secondaire et on ne comprend pas pourquoi les syndicats

qui ont appelé de leurs vœux la transformation du collège en école primaire protestent contre celle du lycée en collège ! Nous nous trouvons dans un système destructeur de toute culture parce que culture signifie élite et pensée autonome. Que notre pays ait besoin de mathématiciens, de physiciens, de chimistes, d'économistes, de conseillers juridiques, qui serait assez sot pour le nier ? Mais que, au sortir de l'enfance, on commence à spécialiser la jeunesse pour former des techniciens, même supérieurs, non.

La réforme de Luc Chatel est marquée de toutes les tares qui ont peu à peu dégradé notre enseignement depuis la réforme de 1902, depuis l'irruption de la démocratie dans l'Université : le volontarisme égalitaire avec l'introduction au lycée d'un tronc commun de matières, comme au collège car l'unification ne peut s'accomplir que par le bas ; le pédagogisme, ou l'enseignement du vide qui met élève et professeur dans la situation d'un conflit dialectique calqué sur la lutte des classes du marxisme¹ ; l'utilita-

risme, au sens vulgaire du mot qui mise sur une spécialisation outrancière qui étouffe le développement harmonieux des facultés. Le baccalauréat sanctionnait sept années de formation générale et permettait d'entrer à l'Université dont il représentait le premier grade ; donné à tous, il ouvre à tous les portes du supérieur qui se dégrade à vue d'œil : l'enseignement en licence fait aujourd'hui penser au secondaire, demain au primaire si nous continuons sur cette voie. Et les universités étrangères se moquent de l'enseignement français.

Égalitarisme

« Nous autres professeurs, nous devons travailler à faire des hommes du temps présent, des hommes de demain même, et les meilleurs hommes que nous pourrions. Nous ne le pouvons sans leur faire connaître les idées directrices et vitales de la société contemporaine, dont nous vivons, dont ils vivront, en attendant qu'ils les détruisent en les transformant. » Ainsi s'exprimait Gustave Lanson² dans un article intitulé *L'étude des auteurs français*³. Il écrivait aussi : « Je ne puis concevoir un enseignement qui ne soit pas nettement utilitaire. » Il ajoutait même, appelant de ses vœux des programmes qui fassent table rase du passé : « C'est une absurdité de n'employer qu'une littérature monarchique et chrétienne à l'éducation d'une démocratie qui n'admet point de religion d'État. »

Tout était dit dès la III^e République et les différentes réformes, contradictoires en apparence, convergent vers le même but : former l'homme démocratique qui croit penser librement et qui n'est que l'esclave de préjugés qui font de lui un rouage d'une société de masse, plus proche de la termitière que de la Cité.

GÉRARD BEDEL

¹ Voir le livre *subversif* de Philippe Mériau : *Frankenstein pédagogue* ; ESF, 1996.

² Gustave Lanson (1857-1934). *Professeur de Lettres, historien de la littérature, conférencier à l'École normale supérieure dont il fut directeur de 1919 à 1927. Son Histoire de la littérature française* (Hachette, 1894), fit longtemps autorité.

³ Revue universitaire, 1894, T. I.

VIOLENCES À MAYOTTE

Qui donc a intérêt à faire échouer le processus de départementalisation de l'île de Mayotte si obstinément désireuse de rester française ? Les dernières nouvelles ne manquent pas de nous inquiéter. Déjà, nous apprend le site de *L'Actualité Mahoraise*¹, le 12 novembre dernier, des manifestants avaient paralysé Petite Terre pour protester contre le doublement du prix de la barge qui relie les deux îles principales de Mayotte. Le conseil général avait accepté de négocier, mais, sans attendre, des manifestants ont la semaine dernière bloqué le port et paralysé ainsi l'activité de l'île. Les forces de l'ordre ont dû intervenir



contre des personnes encagoulées et munies de pierres. Bilan : treize blessés dont un gendarme grièvement atteint. D'autres communes de Petite Terre ont également subi des assauts de bandes de délinquants. Le préfet Hubert Derache déplore dans un communiqué que des passants ont été violentés « au seul motif qu'ils étaient d'origine européenne » et il ajoute : « Ces exactions sont regardées avec consternation depuis la métropole. Elles ternissent l'image de Mayotte qui s'est engagée avec tant d'enthousiasme dans le processus de départementalisation. Le préfet de Mayotte appelle donc la population au calme et à la raison et invite ceux qui se trouvent encore dans les rues à l'arrêt de violences inutiles et inqualifiables. » Le caractère raciste de ces manifestations

est inédit à Mayotte. Nul doute que les filles sont tirées par les dirigeants de Grande Comore qui, dit-on, prépareraient une marche vers Mayotte pour le mi-janvier. Paris ne saurait laisser bafouer ainsi la souveraineté de la France. Nicolas Sarkozy est en principe attendu aux Comores et plus particulièrement à Mayotte le 18 janvier. Le président comorien semble vouloir faire monter la pression pour peser sur les discussions avec le président français qu'il accuse de l'avoir trahi en organisant le référendum sur la départementalisation... M. Sarkozy devra tenir bon et imposer le respect de ce petit morceau de France en plein océan Indien

M.F.

¹ www.malango-actualite.com/article/mayotte

□ FÉMINISME

Le retour de la parité

L'instauration de la "parité" dans les conseils d'administration est un vieux serpent de mer. Forte d'un soutien inédit, une nouvelle proposition de loi plébiscitant les quotas a été déposée à l'Assemblée nationale.

Les conseils d'administration des cinq cents premières entreprises françaises compteraient 8 % de femmes. Situation inacceptable aux yeux des élites féministes. Le mois dernier, le ministre du Travail Xavier Darcos s'était autorisé à « *poser la question des quotas* ». Dans la foulée, une proposition de loi a été déposée à l'Assemblée nationale le 3 décembre afin d'instituer en cinq ans la composition à parité des conseils d'administration des sociétés cotées. Les entreprises récalcitrantes s'exposeraient à des difficultés administratives, mais non à des sanctions financières - à moins qu'un amendement soit adopté en ce sens.

Récidives

En 2006, déjà, le Parlement avait exigé que la proportion de représentants de chaque sexe ne dépasse pas 80 %. Il s'était heurté à l'opposition du Conseil constitutionnel, selon lequel on « *ne saurait [...] faire prévaloir la considération du sexe sur celle des capacités et de l'utilité commune* ». Mais la Constitution a depuis été révisée, stipulant désormais que « *la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes [...] aux responsabilités professionnelles et sociales* ».

Tandis que la crainte d'une nouvelle censure semble écartée, « *un consensus se dégage aujourd'hui sur la nécessité d'agir de façon contraignante* », observe Marie-Jo Zimmermann, le président de la délégation de l'Assemblée nationale aux Droits des femmes. En mars dernier, avec seize autres députés, elle avait proposé, en vain, de fixer des quotas à 40 %. Quelques mois plus tard, plus d'une centaine de col-



La parité pourrait être imposée en cinq ans dans les instances de "gouvernance" des entreprises.

lègues lui apportent leur soutien. Parmi les signataires figurent Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée, mais aussi Hervé Gaymard, que l'on imaginait plus réactionnaire.

« Sensibiliser »

« *La loi ne peut tout résoudre* », reconnaissent les auteurs de cette proposition, « *mais elle peut induire un changement dans les mentalités et les pratiques. [...] On peut espérer que des conseils d'administration exemplaires insuffleront une nouvelle sensibilité face aux questions d'égalité salariale ou d'accès à la formation et que notre modèle social et culturel permettra aux femmes de mieux concilier leur vie personnelle et leur vie professionnelle.* » Mme Zimmermann affirme « *la nécessité d'une action volontariste* ». Elle ne croit pas si bien dire : aux

antipodes de l'empirisme, sa démarche vise, au fond, à réorganiser la cité non pas selon ses exigences intrinsèques - en tirant des conséquences sociales de la différence des sexes -, mais au regard d'une idéologie.

Dans cette perspective, la priorité sera donnée à la lutte contre les "stéréotypes". Un "groupe d'experts" de la Commission européenne présente les pistes à suivre : « *La plupart des pays ayant les plus longues traditions en matière de politiques de déségrégation [sic] - Danemark, Allemagne, Finlande, Islande et Pays-Bas - montrent la volonté d'affronter la ségrégation à un stade précoce de la vie en investissant dans des "événements motivationnels" ou dans des programmes éducatifs conçus pour encourager de façon positive les choix "atypiques" parmi les jeunes filles et garçons, et de promouvoir de nouveaux modèles à imi-*

ter. [...] Un bon exemple est celui des campagnes d'information parallèles intitulées *Girls' Day* (journée des filles) et *New Pathways for boys* (nouveaux parcours pour les garçons) en Allemagne. »

Ces velléités idéologiques se parent d'un alibi économique dont les outrances tempèrent la crédibilité : « *dans un scénario optimal* » échafaudé par la Commission européenne, « *le comblement de l'écart des taux d'emploi pourrait entraîner une hausse du PIB de 15 % à 45 % en Europe* » ; rien de moins ! Quant à Xavier Darcos, il se montre alarmiste : « *La France ne peut se permettre de voir son potentiel féminin quitter le pays, parce que nous n'aurons pas agi.* »

Équilibre

Selon le ministre, « *il est clair que notre société, pour son propre développement et propre équilibre, doit parvenir à faire aboutir positivement ce sujet* ». Tel n'est pas l'avis d'Éric Zemmour, accusé de « *justifier l'injustifiable* » dans un documentaire sorti en salles le 25 novembre. Le polémiste, qui juge sa pensée caricaturée, a exigé par huissier l'arrêt d'exploitation du film. Fustigeant « *une époque de mixité totalitaire, castratrice* », il observe que « *les mères célibataires n'ont jamais été aussi nombreuses ; jamais aussi pauvres* » et craint, à terme, « *des tsunamis politiques et sociaux* » provoqués par les transformations familiales. Il rappelle en outre l'originalité de la tradition française : « *François 1^{er} fut le premier roi d'Occident qui accepta les femmes à sa cour. L'amour courtois fut inventé dans le Sud-Ouest de la France. Les salons du XVIII^e siècle, tenus par des femmes, furent une exclusivité française.* » En plein débat sur l'identité nationale, il était opportun de souligner « *cet équilibre subtil entre virilité dominante et féminité influente* » inventé par la France 1.

GRÉGOIRE DUBOST

¹ Éric Zemmour : *Le Premier Sexe ; J'ai lu*, 122 p., 4,80 euros.

» STUPIDE

Député socialiste de Meurthe-et-Moselle, Christian Eckert a interrogé le ministre du Budget sur son cumul de fonctions : le grand argentier de l'État est en même temps trésorier de l'UMP... « *Les 9 millions d'euros collectés par le trésorier de l'UMP sont le meilleur placement du monde : ils rapportent les 13 milliards d'euros du bouclier fiscal, les 20 milliards de réductions d'impôts sur les cessions des filiales, j'en passe et des meilleures !* » estime Christian Eckert. Réponse d'Éric Woerth : se poser la question du mélange des genres est « *stupide* ». Circulez, y'a rien à voir !

» DROGUE

Au Conseil de Paris, le député PS Jean-Marie Le Guen a proposé la création de « *salles de consommation de drogue* » afin que les toxicomanes puissent se droguer dans « *un environnement sécurisé* ». Dans une société qui traite les patrons de "voyous" et transforme les automobilistes en "délinquants routiers", il n'est finalement pas anormal de se soucier de la sécurité des toxicomanes.

» FROID

On connaît la difficulté des gouvernements successifs à résoudre la question complexe de l'accueil des SDF par grand froid. Le nouveau secrétaire d'État au Logement, Benoist Apparu a affirmé que le dispositif d'urgence était « *totalement au point* ». Il faut dire que le jeune secrétaire d'État aux dents longues s'y connaît en matière de logement : il a bénéficié d'un HLM de la ville de Paris, y compris à l'époque où il était député de la Marne...

» CAMARADE

En région Centre, les opposants à Hervé Novelli, secrétaire d'État au Commerce et candidat aux régionales, l'attaquent sur son passé de membre d'Occident et du Front national, exhumant un courrier des lecteurs qu'il a signé en 1973 dans *Faire Front*. Il protestait contre une guerre entre pro et anti-Le Pen qui avait conduit le leader du FN à faire saisir le journal *Faire Front*. « *Je ne crois pas que l'AF, autrefois, aimait beaucoup les Croix de feu. Mais je ne crois pas qu'elle faisait saisir leur journal* » écrivait-il y a trente-six ans celui qui est devenu secrétaire d'État. Avouons que ce témoignage un peu daté nous rend ce ministre vaguement sympathique. Camarade Hervé, notre bulletin d'abonnement se trouve en page 8 !

GUILLAUME CHATIZEL

LA CHAMBRE HAUTE CAFOUILLE

On croyait les sénateurs sérieux et attentifs, leur "train" était donné en exemple de modération, voire de ronronnement... Ce qui s'est passé ce lundi 14 décembre au palais du Luxembourg est assez peu banal. La séance, traitant du projet de loi sur le redécoupage des circonscriptions électorales, traînant un peu en longueur, plusieurs élus de l'Union centriste en eurent assez et partirent, sans doute se reposer, laissant à l'un d'eux dont le nom reste secret le soin de voter pour tout le groupe. Manque de chance, ce sénateur, fatigué lui aussi, s'est trompé



de bouton, donnant ainsi une petite majorité de "oui" (167 contre 156 "non") à un amendement communiste supprimant l'article unique dudit projet ! Ce résultat annoncé contre toute attente a évidemment provoqué un grand chahut. Pen- sez donc : il s'agissait du découpage électoral, ce point sur lequel les élus sont le plus chatouilleux ! Le gouvernement est dans un grand embarras et voudrait que l'on revote, la gauche crie au passage en force, demandant même que le projet repasse devant les députés. À l'heure où nous écrivons, on se sait comment se conclura l'incident dans cette affaire où tout le monde est pressé, la nouvelle carte électorale devant servir dès 2012 !

M.F.

LES CAPRICES DE RACHIDA

L'on savait déjà que le Parlement européen n'était pas un milieu vraiment épanouissant... Rachida Dati, ancien garde des Sceaux, s'était fait prier pour aller y siéger, mais elle avait quand même cédé à Nicolas Sarkozy lequel avait besoin de la perle des produits de la "diversité" pour figurer en tête de liste aux élections européennes. Voilà qu'au bout de six mois, elle explose. Alors qu'elle participait à une émission de M6 elle a répondu à l'appel d'une amie sur son portable, oubliant que son micro était encore branché. Tout le monde sait donc aujourd'hui ce qu'elle a dit : « *Je n'en*



peux plus, je n'en peux plus ! Je pense qu'il va y avoir un drame avant que je finisse mon mandat, là. Je suis obligée de rester là, de faire la maligne, parce qu'il y a juste un peu de presse. [...] Si tu veux, quand tu es à Strasbourg, on voit si tu votes ou pas. Sinon, ça veut dire que tu n'es pas là. » La dame en colère se rend-elle compte qu'elle pose ici la question de la raison d'être du Parlement européen ? À quoi sert en effet ce lieu où l'on ne vient voter que parce qu'il faut être vu ? Nous comprenons que Mme le maire du 7^e arrondissement ait d'autres ambitions que de rester enfermée dans ce "machin". Le bruit ne court-il pas déjà qu'elle vise à emporter la mairie de Paris aux prochaines municipales ?

M.F.

ITALIE

Ciel d'orage pour Berlusconi

Les Italiens sont hostiles à Silvio Berlusconi, mais votent pour lui. C'est le paradoxe observé par Charles-Henri Brignac, de retour de Rome. Aperçu des difficultés rencontrées par le Cavaliere.

La plupart des Italiens rencontrés se disent hostiles au Cavaliere. Lors de notre récent séjour à Rome nous avons assisté à une manifestation impressionnante. Des centaines de milliers de personnes ont empli la place la plus vaste de Rome, la piazza San Giovanni. Parmi les très nombreuses personnalités qui ont pris la parole, nous avons entendu Dario Fo, le célèbre dramaturge prix Nobel de littérature. Un temps fort fut la harangue passionnée du frère de Paolo Borsellino, magistrat assassiné par la mafia comme le fut le juge Giovanni Falcone. Évoquant ce souvenir tragique, il appela à la « resistenza », à la résistance.



Silvio Berlusconi est fragilisé au sein de sa propre coalition.

Manifestation

Ce rassemblement coïncidait avec la mise en cause de Silvio Berlusconi par un mafieux repent, Gaspare Spatuzza. Mais le président du Conseil a allumé un contre-feu en annonçant l'arrestation des numéros deux et trois de la Cosa Nostra. Depuis 2008, plus de trois mille mafieux ont été arrêtés. Aucun homme politique italien n'avait jusqu'ici porté des coups aussi sérieux à la mafia. Toutes les interprétations ont cours. Le Cavaliere s'est-il servi de la mafia pour arriver au pouvoir pour s'en séparer ensuite ? La plus grande circonspection est de mise.

Un ambassadeur nous a dit son embarras : « J'ignore quoi écrire et rapporter au Département. Il se passe des choses, mais sur quoi débouchent-elles ? Exception faite des régionales dans quelques mois, il n'y a pas d'échéance électorale importante. Le gouvernement n'est pas sérieusement menacé et la politique extérieure n'est pas susceptible d'évoluer. Dans ce pays la diplomatie romaine est un moyen de réaliser toujours plus d'affaires. Dans la grande tradition de Gênes et de Venise. » Notre interlocuteur concluait dans un sourire : « Les acteurs sont bons. Tout est jeu

avec des manœuvres très subtiles et une stratégie d'une grande finesse. Nous sommes au théâtre, installés dans nos loges goûtant le spectacle, mais que dire à nos Départements ? »

Le jeu des partis

Pourtant la position de Berlusconi se fragilise. Il y a les scandales de la vie privée ; on doute qu'ils soient appréciés au Vatican... Il y a le bras de fer engagé avec Carlo de Benedetti avec lequel le groupe de Berlusconi avait, il y a des années, conclu une transaction frauduleuse grâce à l'achat d'un juge. Silvio Berlusconi a été condamné en appel à verser 750 millions d'euros. C'est considérable même pour un homme dont la fortune est évaluée à quatre ou cinq milliards d'euros. Il ne reste plus qu'un recours, la cassation.

Berlusconi exerce une mainmise sur la majorité des médias, en particulier la télévision. Seul le groupe Murdoch, dans une certaine mesure, tient tête et résiste. Mais en Italie, dans l'ensemble, la Justice est indépendante, y compris le ministère public, d'où les difficultés du Cavaliere. Ce ne sont pas les seules.

La gauche parvient à réunir des foules mais au parlement elle a été mise - au moins provisoirement - échec et mat. La menace vient d'ailleurs. Elle se situe au cœur même du Pôle des libertés. Silvio Berlusconi a du mal à concilier les points de vue. La Ligue du Nord a engrangé des succès aux dernières élections. N'oublions pas que l'unité italienne ne date que de 1870. L'Italie compte cinq régions autonomes : le Frioul et la Vénétie julienne ; le Val d'Aoste ; la Sicile ; la Sardaigne ; le Trentin et le Haut Adige. Umberto Bossi et sa Ligue du Nord s'inscrivent, avec détermination, dans les perspectives régionalistes européennes.

Autre allié incommode : Gianfranco Fini et son Alleanza nazionale (Alliance nationale). L'homme, intelligent, bon orateur, ambitieux, est passé au fil des ans du fascisme à un "sarkozysme" italien. Ces derniers temps, il s'affiche même quelque peu "libertaire". Même si son parti se montre moins audacieux que lui, il en reste le maître. Il pousse Berlusconi vers la sortie et fait figure de successeur potentiel. À la différence du président du Conseil, Fini n'est pas un entrepreneur, un homme d'affaires.

Mais il sait se ménager des appuis. Il vient de constituer un centre d'étude dans lequel se retrouvent Montezemolo, le patron de Fiat et Casini qui dirige le dernier noyau de la démocratie chrétienne disparue avec l'arrivée au pouvoir du Cavaliere.

Et l'Église ? Elle est prudente. Un haut dignitaire confiait il y a peu que l'Église « n'entendait plus soutenir un parti politique, mais des catholiques où qu'ils se situent, à droite comme à gauche ». Elle gagne ainsi en influence. Échaudée par la corruption et les scandales qui ont émaillé la démocratie-chrétienne, elle entend diversifier ses alliances. Mais elle-même est parcourue de courants divers. « Il y a beaucoup de demeures dans la maison du Père. » L'entente y est souvent mise à mal. Personne ne conteste la qualité de théologien de Benoît XVI, mais sa quête d'unification ou de réunification de l'Église suscite des remous. Les "modernistes" s'emparent de l'affaire Williamson pour s'émouvoir du rapprochement avec ceux qualifiés d'"intégristes". En Grande-Bretagne les temps sont-ils venus d'un retour vers Rome ? L'anglicanisme est profondément divisé.

Benoît XVI et les orthodoxes

Benoît XVI tend également la main aux orthodoxes. Nous avons assisté à la basilique de Sainte-Marie majeure, brillant de tous ses ors, à la visite du patriarche de l'Église orthodoxe d'Albanie, M^{gr} Anastasio. Il était accueilli par le cardinal Bernard Francis Law de Boston. L'image valait tableau. La haute silhouette du prélat américain, la calotte écarlate bordant des cheveux de neige, et le patriarche, encapuchonné, tout de noir vêtu, la barbe blanche en éventail. Nous eûmes droit à quelques paroles très aimables avant que les lumières s'éteignent et que la basilique retrouve les ombres des quêtes difficiles et des voies hasardeuses.

Reste que le dimanche, à midi, sur la place Saint-Pierre, les fidèles sont toujours aussi nombreux et fervents lorsque, tout en haut des colonnades, se discerne, plus qu'on ne la voit, la silhouette de Benoît XVI. Rome est toujours dans Rome et le pape dans la patrie spirituelle qu'il partage avec les hommes.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

» AGRESSION

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons l'agression dont a été victime Silvio Berlusconi. À l'issue d'une réunion publique il a été blessé au visage par un déséquilibré. La condamnation de cet acte a été unanime. Il reflète, même s'il s'agit d'un dément, le climat délétère et parfois survolté de la vie politique italienne actuellement.

» FRONT AGRICOLE

À l'initiative de Bruno Lemaire, les ministres de l'Agriculture de vingt-deux pays européens se sont réunis à Paris le 10 décembre. Ils ont lancé un appel défendant « une approche équilibrée entre le jeu du marché et la préservation de nos choix collectifs en faveur d'une alimentation sûre et de qualité, de l'environnement et des territoires ». « Cela passe par une régulation européenne qui permette d'affronter les situations de crise et de volatilité extrême des marchés. Cela passe aussi par le développement de l'innovation et la promotion de relations loyales entre les partenaires des filières. » Les ministres souhaitent également « garantir que les produits importés en Europe respectent bien toutes nos normes ». Une telle rencontre, convoquée en marge des institutions de l'Union européenne, est exceptionnelle.

» LJUBLJANA

L'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie s'installera finalement à Ljubljana. La capitale slovène était en concurrence avec Bratislava et Bucarest pour en accueillir le siège, tandis que le Parlement européen plébiscitait Bruxelles. Jusqu'à présent, dix-sept États membres de l'UE hébergeaient une ou plusieurs agences de régulation. La France accueille l'Office communautaire des variétés végétales (Angers) et l'Agence ferroviaire européenne (Lille et Valenciennes).

DÉPUTÉS



Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, la France se voit attribuer deux sièges supplémentaires au Parlement européen. Le gouvernement espagnol a proposé une modification des traités permettant de revoir la

composition de l'assemblée sans attendre les élections de 2014, comme en avait décidé le Conseil européen fin 2008. Cela suppose une ratification... Dans l'immédiat, des observateurs seront envoyés à Strasbourg et Bruxelles. Privés de droit de vote, ils bénéficieront néanmoins des prébendes.

LA FIN DU MYSTÈRE

Dans le cas de la France, les heureux élus pourraient même les cumuler. Jusqu'au 30 novembre, on ignorait suivant

quelles modalités ils seraient choisis. Finalement, il est apparu au Premier ministre « que la seule solution acceptable [...] était la désignation de deux observateurs parmi nos députés ». Aussi le président de l'Assemblée nationale a-t-il été prié de « retenir des modalités permettant la désignation d'observateurs appartenant l'un à un groupe de la majorité, l'autre à un groupe de l'opposition ». Forts de leur succès aux élections européennes, les candidats d'Europe-Écologie espéraient pourtant raffermer la mise. ■

A400M

L'Airbus A400M a effectué son premier vol le 11 décembre. Les livraisons devraient débuter fin 2012, avec un retard de trois ans. Assailli par la Chambre des Communes, Kevin O'Donoghue, le chef du département Matériel de l'armée britannique, en a tiré quelques leçons : « Si vous avez sept ou huit partenaires, ils ont chacun leurs vues. [...] Le programme A400M a pris un an de retard au début juste parce que cela a pris un an au gouvernement allemand pour signer le

MOU ! (Memorandum of understanding) [...] Ma préférence va donc à une production à deux, en bilatéral, que d'autres peuvent rejoindre ensuite. » Dès qu'il sera en service, cependant, l'appareil sera « inestimable » selon lui. C'est un Britannique qui le dit ! (Bruxelles 2, 13/12/2009) Cet avion de transport militaire bénéficiera d'une polyvalence inédite. Aussi EADS pourrait-il miser sur l'exportation pour tempérer l'envolée des coûts, dont il négocie le partage avec les États. La France a commandé cinquante appareils. ■

COPENHAGUE

Les lois de la nature

La médiatisation du sommet de Copenhague suscitera peut-être une prise de conscience tempérant les méfaits d'une consommation effrénée. Mais aucune révolution ne s'annonce à l'issue des négociations.

Négociations et marchandages vont bon train à Copenhague, mais ce sommet sur le climat va-t-il vraiment changer la donne et permettre de véritables avancées sur la question environnementale ? Rien n'est moins sûr. Certes, ce sommet n'aura pas été totalement vain car sa médiatisation, forte surtout en Europe, aura sans doute aidé à une certaine prise de conscience des dangers d'une consommation effrénée et "illimitée" des produits de la terre, sous toutes leurs formes.

Hypocrisies

Mais, dans la pratique, les habitudes consuméristes et "consomatrices", terme qui conviendrait bien à la situation de nos sociétés énergivores, sont loin d'avoir cédé la place à la sobriété raisonnable que semble commander aujourd'hui l'état des ressources de la planète. Sobriété qui n'est pas privation mais meilleure utilisation : est-il normal que 40 % de l'alimentation disponible aux États-Unis soit jetée ou détruite, et cela au moment où plus d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation dans le monde ?¹

Par ailleurs, ce sommet aura révélé quelques hypocrisies et quelques manœuvres qui montrent que certains, dans une logique de court terme, ne cherchent qu'à déplacer, sans le résoudre, le problème des pollutions climatiques. Lorsque les pays de l'Union européenne s'engagent à diminuer de 30 % leurs émissions de gaz à effet de serre, ils oublient de



On touche à la spirale infernale du "consommer pour produire" qui néglige les limites de la nature.

prendre en compte les entreprises européennes implantées (délocalisées le plus souvent, pour vendre à bas coûts leurs produits en Europe...) dans les pays du Sud ; tout en priant la Chine et l'Inde (entre autres) de diminuer, non plus leurs rejets de produits polluants dans l'atmosphère (ils s'y refusent pour des raisons liées à leur propre développement), mais leur "intensité carbone", c'est-à-dire de diminuer le taux de carbone rejeté par unité produite.

Ce qu'en dirait Maurras

Cela n'est évidemment pas suffisant pour garantir l'avenir mais les pays de l'UE, comme les États-Unis d'ailleurs, veulent ainsi conti-

nuer à pouvoir consommer sans payer plus maintenant, en laissant donc aux générations suivantes le soin d'affronter les difficultés environnementales et climatiques...

On touche ici à la logique de la société de consommation, à cette spirale infernale du "consommer pour produire" qui oublie de prendre en compte les limites de la nature et qui risque de mener, un jour, à l'effondrement dramatique des sociétés humaines ou à leur confrontation brutale, avant même des catastrophes climatiques dont on ne sait pas grand-chose malgré les projections apocalyptiques de certains, qui jouent à se faire peur sans chercher à faire jouer, d'abord, leur intelligence et leur raison.

Il n'est pas inutile de revenir à ces propos écrits au siècle dernier par Charles Maurras et qui méritent d'être, aujourd'hui comme demain, entendus : « Non, la nature, non, le jeu spontané des forces naturelles ne suffisent pas à établir l'équilibre économique. Mais prenons garde ; ces lois, auxquelles il serait fou de vouer une confiance aveugle et mystique, il serait encore plus fol de les négliger. Cultivons, tourmentons, forçons même l'ample et bizarre sein de la vieille nature, ajoutons à ses forces nos forces et notre sagesse, notre prévoyance et notre intérêt, doublons-les partout de nous-mêmes. Mais sachons que nous ne commanderons aux choses qu'à la condition de leur obéir. Moissonner en hiver, vendanger au printemps, voilà l'impossible. Avant de moissonner et de vendanger, connaissons le temps naturel des vendanges et des moissons. Et, si nous voulons influer en l'améliorant sur l'ordre économique, connaissons-le. Par-dessus tout, appliquons-nous bien à n'en méconnaître aucun fait essentiel. Nous payerions comme toujours ces oublis et ces ignorances ou plutôt notre peuple payerait notre grande erreur. »

Respecter une règle simple

Ce que Maurras évoquait pour l'économie est aussi valable pour l'environnement et doit nous rappeler qu'« on ne commande à la nature qu'en lui obéissant », règle simple que les États devraient inscrire en tête de toute déclaration finale de ce sommet de Copenhague s'ils en étaient véritablement conscients... Et, si le pire n'est jamais certain, il semble bien que nous soyons encore loin du meilleur...

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN

¹ Chiffre tiré de l'enquête scientifique publiée dans la revue états-unienne PLOS One de novembre 2009.

BENOÎT XVI, LE PAPE "ÉCOLO" ?

On entend parfois parler de Benoît XVI comme du « pape vert ». M^{gr} Celestino Migliore, chef de la mission du Saint-Siège au sommet de Copenhague, trouve l'expression extrêmement réductrice, car « le changement climatique s'insère dans le contexte plus ample de la sauvegarde de la Création » a-t-il déclaré à Radio Vatican le 8 décembre dernier.

« La protection de l'environnement aujourd'hui, a-t-il ajouté, reste toujours un devoir moral : sauvegarder la création de Dieu. Mais en même temps, elle devient aussi un devoir de justice envers les plus vulnérables aux calamités naturelles, même si les calamités provoquées par l'homme sont limitées. Puis il y a une responsabilité commune et différenciée, un devoir de solidarité au sein d'une même génération et entre les générations. »

À Copenhague, il est vrai, l'Église catholique est seule assez libre de tout souci de consumérisme ou d'hédonisme. Ses priorités, pour M^{gr} Celestino Migliore, sont centrées sur la personne humaine « afin que des mesures législatives et techniques s'inspirent d'une solide culture du respect et de la promotion de l'environnement ». D'où cette sage conclusion : « Pour préserver la nature, il n'est pas suffisant d'intervenir au moyen d'incitations ou de mesures économiques dissuasives, une éducation appropriée n'y suffit pas non plus. [...] Le point déterminant est la tenue morale de la société dans son ensemble. Si le droit à la vie et à la mort naturelle n'est pas respecté, si la conception, la gestation et la naissance de l'homme sont rendues artificielles, si des embryons humains sont sacrifiés pour la recherche, la conscience commune finit par perdre le concept d'écologie humaine et, avec lui, celui d'écologie environnementale. Exiger des nouvelles générations le respect du milieu naturel devient une contradiction, quand l'éducation et les lois ne les aident pas à se respecter elles-mêmes. »

Que servirait-il en effet de protéger la vie sur terre si c'était pour empêcher que cette vie soit transmise ? Il faut louer l'Église de venir rappeler que la qualité de la vie ne doit pas faire oublier le sens de la vie.

M.F.

CONSEIL EUROPÉEN



La coordination économique et la participation au sommet de Copenhague ont accaparé l'attention des chefs d'État ou de gouvernement des vingt-sept pays de l'Union européenne, réunis à Bruxelles les 10 et 11 décembre. Ce sommet était le premier depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Aussi les participants étaient-ils moins nombreux qu'à l'accoutumée. Dorénavant, en effet, selon les textes officiels, « le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que de son président et du

président de la Commission ». Première nouveauté : « Le Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité participe à ses travaux ». Par ailleurs, « lorsque l'ordre du jour l'exige, les membres du Conseil européen peuvent décider d'être assistés chacun par un ministre ». Autrement dit, sauf exception, les ministres des Affaires étrangères n'y sont plus conviés. Soucieuse, peut-être, de ménager la susceptibilité du patron du FDP, Angela Merkel souhaiterait organiser chaque année un sommet en leur présence. « Les relations avec les autres pays de l'Union ne sont plus considérées comme des affaires étrangères », commente Carl Bildt, le chef de la diplomatie suédoise (Coulisses de Bruxelles, 10/12/2009). Sans doute le sont-elles de moins en moins, bien qu'une certaine ambiguïté demeure.

G.D.

PRÉSIDENTENCE ESPAGNOLE

Si le traité de Lisbonne institue une "présidence stable" du Conseil européen, il maintient la présidence semestrielle du Conseil des ministres. Aussi l'Espagne succédera-t-elle à la Suède le 1^{er} janvier. Madrid s'attachera à relancer l'économie, supervisant l'adoption d'une stratégie pour les dix ans à venir. Au cours des négociations, la France pourrait tenir un discours aux accents protectionnistes : « alors que les plans de relance sont totalement ouverts aux entreprises étrangères, nos entreprises européennes se heurtent au mur de certains marchés publics étrangers », déplore Pierre Lelouche, le secrétaire d'État en charge des Affaires européennes (Euractiv, 07/12/2009). Entre autres priorités revendiquées par l'Espagne, citons la lutte contre les violences faites

aux femmes (préoccupation légitime, mais dont on se demande si elle est pertinente au niveau européen), la mise en place du Service européen pour l'Action extérieure et la mutualisation hypothétique de certaines ressources consulaires, la formalisation des réunions des ministres de la Défense (réclamée par le ministre Hervé Morin). D'ores et déjà, les Espagnols sont accusés de bafouer "l'esprit de Lisbonne". Ils devraient présider la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères organisée à Cordoue, refusant de céder leur fauteuil au Haut Représentant. Par ailleurs, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero entend siéger aux côtés du président du Conseil européen lors des sommets internationaux des six prochains mois. Des rencontres sont programmées avec les États-Unis, le Canada, les pays méditerranéens, le Maroc, les dirigeants latino-américains... ■

ÉTATS-UNIS

Obama perd pied dans le bourbier afghan

Au moment où les premiers renforts vont arriver en Afghanistan, le général McChrystal a sous les yeux un tableau peu réjouissant : une armée incomplète, un ennemi insaisissable, un président imprévisible et un peuple à conquérir. L'annonce d'un retrait en 2011 n'est pas une bonne nouvelle.

Les Américains n'ont pas encore démarré leur ultime campagne en Afghanistan que déjà ils parlent de retrait. Curieux paradoxe et, pour certains, faute psychologique majeure. Lorsqu'on cherche à briser la résistance d'un ennemi aussi coriace que les Taliban, on évite de lui préciser le moment qui marquera la fin de la partie. Simple bon sens. Ainsi, les Américains reconnaissent que le temps leur est compté. C'est un aveu de faiblesse. En face, les fous d'Allah ont l'éternité devant eux. C'est un atout décisif. Pour leur révolution, l'essentiel est que le ver soit dans le fruit, ou plutôt, l'islamisme dans les esprits. Il l'est depuis près de vingt ans. Restent les derniers combats d'un bras de fer aux allures d'épilogue.

Un double défi

Un bras de fer programmé, financé par le président Barack Obama après huit ans d'escarmouches chaotiques et décevantes. Le 1^{er} décembre - retenons cette date - le chef de la Maison Blanche a lancé 30 000 soldats de plus dans la bagarre et décidé que celle-ci serait terminée en juillet 2011. Le volume des renforts et le calendrier de repli ne sont pas nés de cogitations militaires mais de calculs politiques. C'est leur tare originelle. Celle-ci figurera en bonne place comme explication si cette aventure se termine mal.

Il aurait fallu 50 000 soldats américains supplémentaires au général Stanley McChrystal, patron du corps expéditionnaire allié. Tous les experts sont d'accord là-dessus. D'autant que le défi à relever est double. Il s'agit d'abord d'entailler puis d'anéantir les cinq sanctuaires - deux dans le Sud et trois dans l'Est - que les Taliban ont édifié depuis des lustres par la persuasion et la terreur. Il s'agit ensuite d'étendre sur tout le pays le maillage classique d'une guerre contre-révolutionnaire, avec comme caractéristique cette difficile approche psychologique des problèmes paysans sans laquelle il n'est pas de victoire possible.



Barack Obama a dû compter avec la pression des élus démocrates avant de rendre ses arbitrages.

Gagner la guerre, c'est gagner l'Afghan : un homme dur, intraitable, et par nature rebelle. Dans ces vallées sans fond, la force de conviction s'avère plus décisive que la puissance de feu. Or, ce patient travail exige une présence constante, un dialogue débouchant sur une complicité. Il exige des hommes... Le général McChrystal ne les a pas. Il devra quadriller plus chichement les provinces, différer des opérations. Tout cela parce qu'au Congrès, les ténors démocrates et une grosse majorité de leurs spadassins se sont élevés avec véhémence contre tout renfort en Afghanistan. Obama lâché par ses propres troupes. Il prit peur : pour les élections législatives de 2010 et pour la présidentielle de 2012.

D'où un recul. Fournir à McChrystal tous les régiments qu'il demandait était politiquement impossible, mais lui refuser la moindre augmentation de ses ef-

fectifs était militairement suicidaire. Résultat : une cote mal taillée, un festival de demi-mesures. Obama s'est engagé dans une sorte de troisième voie mythique alors que dans le creuset afghan, la loi qui s'impose est celle du tout ou rien : on ferraille de toutes ses forces jusqu'au bout, ou on range immédiatement ses armes avant de plier bagage. Le moyen terme n'existe que dans l'imagination des planificateurs en chambre.

Karzaï, le Volpone de Kaboul

Ce sont eux, sans doute, qui ont soufflé à Obama l'aberration de juillet 2011. Avec deux arguments : à terme, la fronde du Congrès pourrait devenir inquiétante ; et deux Américains sur trois souhaitent la fin des hostilités. Dans le bureau ovale, la conclusion pratique fut vite tirée : puisque l'impatience et même l'exaspération dominant, on va établir un calendrier. Et tant pis si le général McChrystal n'a que dix-huit mois pour remplir sa mission. Bien sûr, l'intéressé s'estime maintenant satisfait. Au cours des auditions au Congrès la semaine dernière, ce quinquagénaire filiforme et d'un calme olympien affirma même qu'on lui avait donné « *tous les moyens pour relever le défi* ». Tous les moyens, vraiment ?

Ces étranges propos contrastent singulièrement avec certaines analyses beaucoup plus critiques - c'est un euphémisme -

que le même général a formulées en privé. Risquons une explication : McChrystal est un "trois étoiles". La quatrième lui est sans doute promise dès qu'il sortira de cette fournaise. On lui demande simplement d'adopter jusque-là une docilité confiante. En langage militaro-administratif, on lui ordonne : "pas de vagues".

Cependant, qu'il le veuille ou non, Obama devra en essayer, des vagues. Elles viendront des Taliban, dont on attend une restructuration du dispositif avec un front nord qui a toutes les chances de se rallumer. Elles viendront des alliés de l'OTAN, qui promettent parfois et donnent rarement - on les comprend - les troupes réclamées par la Maison Blanche. Ces vagues viendront enfin d'un personnage hors du commun et qui a tout à fait sa place dans cette tragédie orientale : Hamid Karzaï, le président de l'Afghanistan. Imaginez un vénitien de la haute époque - une sorte de Volpone - gardé par des janissaires, enturbanné, fuyant, corrompu, fourbe et prêt à tout pour parvenir à ses fins. Son coup de maître fut sa réélection en août dernier. Des complices bourrèrent les urnes de bulletins à son nom. Scandale ! Obama voulut se débarrasser de l'imposteur. Douce illusion. C'était oublier qu'il est indispensable.

Donc, un second mandat de cinq ans pour le Volpone de Kaboul. Et, pour Washington, une erreur comme au Vietnam. À Saïgon, de 1963 à 1975, les Américains ont usé et abusé d'une di-



zaine de présidents sans autres appuis qu'une nuée de courtisans. Karzaï leur ressemble parce qu'il est sorti du même système : un homme soutenu par des clients mais lâché par le peuple. Or, le général McChrystal, pour sa guerre psychologique, a un cruel besoin d'une amélioration de l'image présidentielle. Karzaï symbolise l'autorité, le pouvoir, la légitimité. Et même si l'image confine au grotesque, Karzaï, c'est le contraire d'Omar, le chef des Taliban. Sur les épaules étroites de ce manoeuvrier de bazar reposent donc de terribles responsabilités.

On compte sur Karzaï pour fouetter la campagne d'éradication des plants de pavot donnant l'opium puis l'héroïne, extirper du gouvernement et de l'administration la gangrène de la corruption paralysant toute initiative, permettre à l'aide internationale de parvenir sans entrave à ses destinataires, susciter dans tout le pays un élan patriotique pour remplir les casernes. C'est beaucoup pour un homme plus apte à s'accrocher à ses fonctions qu'à les exercer. La corruption apparaît comme un mal dévorant capable d'anéantir tout progrès militaire. Quant aux soldats afghans, il en faudrait 250.000. Pour l'instant, seule une poignée d'entre eux est opérationnelle.

Deux pays et deux guerres

Peu réjouissant, le tableau que le général McChrystal a sous les yeux au moment où les premiers renforts vont arriver : une armée incomplète, un ennemi insaisissable, un président imprévisible et un peuple à conquérir. Si on constate un mieux, il n'aura pas volé sa quatrième étoile. D'autant que la guerre ne se limite pas à l'Afghanistan. Il y a aussi le Pakistan. Drôle de pays, sans unité, flanqué de zones tribales qui auraient dû appartenir à son voisin. En 1947, les cartographes anglais en ont décidé autrement. Dommage. Dommage surtout pour les Américains, qui ne peuvent poursuivre leur ennemi au-delà des frontières alors que celui-ci peut s'y réfugier au milieu de ses cousins de la même ethnie. Deux pays et donc deux types de guerres : le fantassin en Afghanistan, l'avion téléguidé au Pakistan - l'ancestrale et la futuriste. Mais finalement, c'est l'ancestrale qui décidera de tout.

De notre correspondant
aux Etats-Unis
PHILIPPE MAINE

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

- (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)
- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 65 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an) | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an) | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Tél..... Courriel.....

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

» SONDAJE

82 % des Français seraient hostiles à l'envoi de renforts militaires en Afghanistan, selon un sondage IFOP pour *Sud Ouest*. Le 30 novembre, le président de la République est revenu implicitement sur l'embuscade d'Uzbiné et la plainte déposée par certaines familles des victimes : « *Chaque chef, chaque soldat peut se trouver un jour confronté au risque du feu, aux dangers d'une opération aux circonstances difficiles ou impossibles à prévoir. [...] Nous ne pouvons pas oublier la singularité de l'engagement militaire : engager sa vie au risque de la perdre. Leur mort n'est pas un banal accident. Les faits d'armes ne sont pas des faits divers. Respecter l'engagement de nos soldats, c'est respecter le choix qu'ils ont fait d'affronter le péril au risque de leur vie. [...] À ceux qui sont morts en opération, à leurs frères d'armes encore engagés sur le terrain en notre nom [...], je dis ma reconnaissance et celle des Français. Votre dévouement doit fortifier en chaque Français l'amour et le service de la France.* »

» SERBIE

Le Quai d'Orsay s'est félicité le 8 décembre de l'entrée en vigueur d'un "accord intérimaire" liant la Serbie avec l'Union européenne. Celui-ci prévoit l'établissement d'une zone de libre échange d'ici cinq ans, la libre circulation des travailleurs, l'alignement sur la législation communautaire... Cet accord « *n'est pas seulement un instrument technique* », commente le sénateur Monique Papon. « *Il est le premier élément de la politique de l'Union européenne à l'égard des Balkans occidentaux en vue de leur intégration européenne. Un accord de stabilisation et d'association constitue l'étape préalable à la reconnaissance du statut de candidat à l'adhésion.* »

» RWANDA

L'empire britannique reprend son expansion ! Le Rwanda est devenu le 54^e État membre du Commonwealth. Sa candidature a été acceptée le 29 novembre. « *Cette adhésion peut paraître étonnante* », commente Jean-Dominique Merchet, « *dans la mesure où le Rwanda n'a jamais été une colonie britannique. Après avoir été une colonie allemande, puis belge, il est passé dans "l'orbite" française jusqu'en 1994. Un autre pays africain, situé hors du champ britannique traditionnel, avait rejoint le Commonwealth en 1995 : le Mozambique, ancienne colonie portugaise.* » (*Secret Défense*, 10/12/2009)

□ ISLAMISME

Iran, le tournant

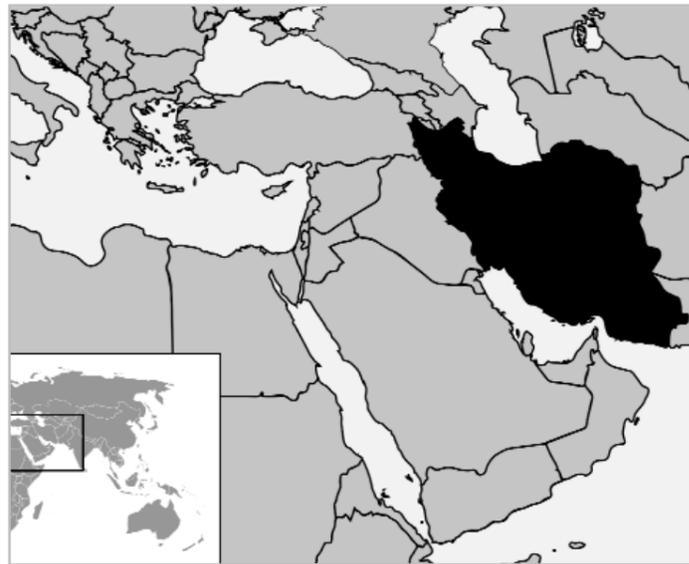
Les manifestations du 7 décembre pourraient marquer un tournant décisif en Iran. Tandis que des jeunes filles retiraient leur foulard, des étudiants brûlaient des portraits de Khomeyni : le régime est directement contesté.

Les manifestations du 7 décembre contre le régime islamiste à Téhéran et dans plusieurs grandes villes du pays pourraient marquer un tournant décisif dans le mouvement du peuple iranien pour la liberté et la dignité.

Féroce répression

Depuis le mois de juin et le scrutin présidentiel encore plus truqué qu'auparavant, les manifestations étaient souvent dirigées contre M. Ahmadinejad, président de la République islamique, et les manifestants se réclamaient des *leaders* qualifiés de réformateurs par la presse occidentale, en fait des caciques du régime proposant des retouches de façade aux institutions du pays. Depuis lors, la répression a été d'une exceptionnelle férocité. Des milliers d'arrestations ont été opérées, plusieurs dizaines de morts sont à déplorer. Les condamnations à des peines lourdes, pour le simple fait d'avoir manifesté, commencent à tomber. Sans, bien entendu, la moindre réaction de la part des professionnels des droits de l'homme à géométrie variable en Occident. En vain. Le régime croyait avoir vaincu le peuple. La répression a radicalisé le mouvement et galvanisé l'opinion.

Plusieurs faits ont marqué les manifestations du 7 décembre. La presse et les médias audiovisuels les ont, volontairement ou non, passées sous silence, ou presque. La jeunesse arborait des drapeaux iraniens sans l'emblème de la République islamique, un dessin indien en hommage à Rouhollah Khomeyni et à son pays d'origine. Une rupture manifeste. C'est pour l'Iran qu'on manifestait. Et rien d'autre. Il y a quelques mois, on manifestait contre Ahmadinejad. Plus tard



les slogans étaient dirigés contre Ali Khamenei, le "guide de la Révolution", "crime" pouvant entraîner la peine capitale.

La jeunesse iranienne n'a plus peur

Les *leaders* "réformateurs", le scrutin truqué, le président mal élu et le "guide" sont désormais dépassés. Ce 7 décembre, suprême "blasphème", ce sont les portraits de l'"imam" Khomeyni qui ont été déchirés et brûlés par la jeunesse. C'est purement et simplement la fin du régime qu'on réclame. Pourquoi fait-on semblant de l'ignorer ou l'occulter à Paris, à Londres et à Washington ? Nouveau signe du double jeu et de l'hypocrisie si souvent dénoncés dans ce journal.

Pour la première fois, depuis plus de trente ans, de très nombreuses jeunes étudiantes ont osé enlever le "foulard islamique", considéré par elles et à juste titre, comme signe de honte et de discrimination, et ce devant les caméras de la police et des "portables" d'autres manifestants

qui en transmettaient les images pratiquement en direct. La prison, la torture, la mort ne font plus peur. La jeunesse iranienne veut le changement, un pays libéré, un État de droit et une société sécularisée. Où sont les partisans de la laïcité, de la liberté et de la non-discrimination pour les soutenir ?

Les dissensions parmi les dirigeants du régime étaient visibles depuis quelques semaines. Elles sont désormais publiques. Ils s'insultent, s'entre-déchirent. Pire, ou mieux encore, au lendemain du 7 décembre, les chefs des forces armées régulières, à ne pas confondre avec les gardiens de la Révolution, ont pris leurs distances avec la politique du régime, conseillé la modération, le dialogue avec la jeunesse, à qui il faudrait « *distribuer des fleurs et non donner des coups* » a même dit ouvertement l'un d'eux. Signes qui ne trompent pas.

Est-ce le commencement de la fin du régime islamiste ? Peut-être pas, mais très probablement le point de départ d'un processus irréversible. La répression va sans

doute s'intensifier. Des miliciens vont certainement manifester dans les rues et seront montrés par les télévisions du monde entier. Le jour où non des dizaines de milliers d'Iraniens, mais des millions manifesteront contre le régime, ce dernier devra se résoudre à céder d'une manière ou d'une autre. Ou alors il devra faire procéder à des massacres, à faire tirer les chars et l'aviation contre le peuple. Ce n'est pas sûr qu'il trouvera des troupes sûres, mêmes parmi les gardiens de la révolution, ces SS du régime, pour cette besogne. Même s'il en trouve cela sera sa fin, ou le véritable commencement de sa fin.

Nucléaire

Actuellement en Occident, on feint officiellement de s'inquiéter des progrès de fabrication d'armes nucléaires par le régime de Téhéran. On parle des sanctions, tout en sachant qu'on ne les appliquera pas, on évoque même des mesures militaires, faute grave qui ne ferait que raffermir le régime, et donc taire les manifestations populaires. En revanche, une évolution significative, ou un véritable changement du régime conduirait inévitablement à l'abandon du projet de fabrication des armes de destruction massive auquel les Iraniens sont eux-mêmes opposés. Mais aussi à la fin des ingérences subversives du régime de Téhéran en Irak, en Afghanistan, au Liban, en Palestine, en Somalie et ailleurs.

L'essor de l'islamisme radical a débuté à Neauphle-le Château. Il menace les pays musulmans et le monde civilisé. Il pourrait, et devrait, prendre fin en Iran. La boucle sera ainsi bouclée. Le salut de l'Iran viendra de l'Iran, de la jeunesse iranienne, de ceux et celles qui réclament pacifiquement et dignement la liberté et la dignité. Osez, chers amis français, les soutenir, comme l'AF l'a toujours fait. Et les dirigeants français, les dirigeants occidentaux devraient enfin se résoudre à choisir entre le peuple iranien et ses oppresseurs.

HOUCANG NAHAVANDI
Ancien recteur
de l'université de Téhéran

LE CHILI
VINGT ANS APRÈS

Vingt ans après la fin de la présidence du général Pinochet, qui avait lui-même organisé le scrutin mettant fin à son mandat, et après des décennies d'une propagande haineuse contre cet homme et son bilan, voilà que la droite chilienne a toutes les chances de revenir au pouvoir en Chili. Qui l'eût cru ?
Dimanche dernier, Sebastian Pi-

nera, candidat de la droite, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 44 % des voix contre 30 % pour, son principal rival Eduardo Frei candidat de la coalition centre-gauche. L'écart entre les deux laisse peu de chance à cet ancien président, et fils d'ancien président, de l'emporter sur Pinera le 17 janvier prochain. Aux élections législatives et sénatoriales, la droite est également en tête, y compris le petit-fils du général dans un scrutin symbolique.

LA GAUCHE VAINCUE

Le général Pinochet, son œuvre et son bilan, appartiennent déjà à l'Histoire. La gauche a été

vaincue car, d'un côté, elle a gouverné le pays en continuant pratiquement sa politique économique et en utilisant ses acquis, et, de l'autre, elle l'a critiqué d'une manière souvent injuste. Ainsi, malgré la popularité du président sortant, et non rééligible, Michèle Bachelet, Eduardo Frei et son équipe, soutenus par Bachelet, n'avaient d'autre message pour les Chiliens que les mettre en garde contre « *le retour de Pinochet* » ! Certes, autour de Pinera, se trouvent plusieurs des collaborateurs et proches du général, toujours respecté et aimé d'une grande partie des Chiliens, mais aussi des centristes et même le sénateur Fernando Flores qui fut ministre du Travail de... Salvador

Allende. L'objectif du futur chef de l'État, soixante ans, prospère homme d'affaires, est de mener une politique de réconciliation nationale tout en redressant une situation économique dégradée par la crise mondiale et surtout par les prodigalités démagogiques de Michèle Bachelet. Dans un mois on saura le choix final des Chiliens, ainsi que la composition définitive du parlement. La victoire de la "droite humaniste" et "décomplexée" reste très probable. Il est également probable qu'à son habitude, au Chili comme ailleurs, la gauche fera tout pour contester et mettre en difficulté la politique issue d'un "choix démocratique du peuple".

P.N.

□ CETTE ANNÉE-LÀ

1284 : Le royaume s'agrandit

Philippe III le Hardi, le successeur de saint Louis, s'applique à étendre le territoire capétien. Il force la main en douceur aux évêques de Viviers, illustrant l'astuce, la souplesse et la patience de sa dynastie.

Cette année-là, la quatorzième de son règne, Philippe III, dit le Hardi, trente-neuf ans, s'appliquait à étendre le territoire capétien. Il avait dû succéder en 1270 à son père le saint roi Louis dans des circonstances dramatiques (voir le dernier numéro de *L'AF 2000*) ; il lui avait fallu conclure la paix avec le roi de Tunis (qui promit de protéger les chrétiens), puis organiser le retour en France. Quel sinistre convoi autour de la dépouille du roi défunt et du jeune Jean-Tristan ! En cours de route étaient aussi décédés le frère du roi défunt Alphonse, comte de Poitiers, puis l'épouse de celui-ci, Jeanne, héritière du comté de Toulouse. Puis aussi la propre épouse du nouveau roi, Isabelle d'Aragon !

Héritages

Dès son sacre à Reims en août 1271 Philippe s'était montré pieux et conscient de ses devoirs. Tous admiraient sa haute taille, son allure imposante, son visage agréable. Gouverner un royaume que son père laissait en paix après y avoir fait briller une si belle lumière surnaturelle était, bien sûr, une lourde responsabilité. Parfaitement imprégné des traditions chevaleresques, très tôt dégagé de la tutelle de la reine mère Marguerite de Provence (qui allait vivre jusqu'en 1295), Philippe, remarié en 1275 avec Marie de Brabant, avait aussitôt entrepris de visiter ses domaines et d'affermir partout l'influence capétienne.

Il venait de recueillir la succession du comté de Toulouse, qui comprenait aussi le Poitou et une partie de l'Auvergne et que



Sacre de Philippe III

Louis VIII son grand-père avait déjà préparé à entrer dans l'allégeance à la couronne. Philippe s'efforça toujours d'apaiser les restes de cicatrices en respectant soigneusement les us et coutumes des terres languedociennes si éprises d'élégance et de "gai savoir". Tous les vassaux ne l'entendaient pas de cette oreille et il avait fallu batailler avec le roi d'Aragon qui soutenait les rebelles. Il avait fallu aussi négocier avec le roi d'Angleterre Édouard 1^{er} Plantagenêt qui réclamait l'Agenais et le Sud de la Saintonge en échange de son hommage en tant que vassal du roi de France pour ce qui lui restait du duché d'Aquitaine. Philippe avait aussi recueilli de son frère Pierre mort sans enfant le Perche et le comté d'Alençon, puis acquis par achat les comtés de Chartres et de Nemours.

Par ailleurs Philippe avait accueilli en 1274 le pape Grégoire X lors de l'important concile de Lyon où l'union entre les Églises d'Occident et d'Orient fut très près de se réaliser (le grand saint Thomas d'Aquin était mort en s'y rendant). La même année Philippe avait offert au pape le Comtat Venaissin, pays d'Avignon.

Vers le Midi

Son désir d'arrondir le domaine de ses pères le poussait en cette année 1284 à s'intéresser aux terres situées au bord du Rhône à l'extrême est du Languedoc, et dépendant nominalement du Saint-Empire germanique. Déjà depuis des générations, comte de Toulouse ou empereur, les évêques de Viviers restaient farouchement jaloux de leur indépendance. Sous Louis VIII, l'évêque Bernon avait

traité avec Simon de Montfort pour arracher les mines de Largentière aux convoitises du comte de Toulouse, mais l'arrogance épiscopale agaça le roi voyant en cette terre ardente du Vivarais une porte utile vers le midi provençal... Déjà les seigneurs de Tournon et d'Aubenas rendaient hommage au roi quand se présenta l'occasion de forcer la main en douceur aux évêques de Viviers. Falcon, abbé du monastère cistercien de Mazan, dans la montagne vivaroise, se plaignait de voir ses biens dans la grange de Berg pillés par les habitants des environs. Philippe accorda aux moines sa protection. Ainsi fut fondée par un accord de paréage entre le père abbé et le roi la bastide de Villeneuve-de-Berg, dans le Vivarais méridional.

Un exemple

L'événement en lui-même n'est pas de très grande portée. Mais nous avons choisi de le signaler comme exemple de l'astuce, de la souplesse, de la patience et de l'empirisme organisateur de nos rois capétiens faisant la France. Le Vivarais n'allait en fait être réuni à la couronne que sous le règne du fils de Philippe, Philippe IV le Bel, en 1306, après que celui-ci eut créé (1291) une cour royale de justice à Boucieu-le-Roi dans le nord du pays et quand l'évêque Aldebert de Peyre, après d'âpres discussions, eut consenti à se soumettre à la juridiction du parlement de Paris. Vingt et un ans après, l'accord de 1284 portait ses fruits...

Philippe III devait décéder le 5 octobre 1285 à Perpignan, atteint du paludisme au retour d'une expédition malheureuse contre Pierre III, roi d'Aragon, lequel avait trois ans plus tôt massacré (les célèbres Vêpres siciliennes) les Français venus au secours de Charles 1^{er} d'Anjou, roi de Sicile, dernier frère encore vivant de saint Louis. Ainsi s'achevait dans la douleur le règne du Hardi, trop souvent ignoré des historiens.

MICHEL FROMENTOUX

TOCQUEVILLE PARMIS LES SIENS

Pour son dîner-débat de ce mercredi 9 décembre, le cercle Alexis de Tocqueville, que dirige notre ami Didier Béoutis, recevait le philosophe Pierre Gouirand, venu parler de celui qui réunit en ce lieu sous son égide tant d'amis de la liberté d'expression.

Il a retracé avec une vive sympathie la vie d'Alexis de Tocqueville (1805-1859), ce gentilhomme normand, né dans une famille légitimiste, devenu magistrat sous la Monarchie de Juillet, puis voyageur outre-Atlantique, puis dès son retour écrivain, historien et même homme politique dont les espoirs se fracassèrent lors du coup d'État bonapartiste du 2 décembre 1851.

Une discussion animée et de haut niveau a suivi la conférence. La foi de Tocqueville en l'avenir de la démocratie ne lui a-t-elle pas donné quelques illusions sur les possibilités de ce régime d'échapper à son évolution fatale vers l'égalitarisme, voire la dictature de l'opinion ? Ce même optimisme sur la liberté ne lui a-t-il pas caché la vérité sur les mécanismes nécessaires de la monarchie d'Ancien Régime ?

M. Gouirand, en admirateur fort lucide de l'auteur de *La Démocratie en Amérique* et de *L'Ancien Régime et la Révolution*, lui-même auteur de *Tocqueville, une certaine vision de la démocratie* (L'Harmattan), a répondu avec beaucoup de gentillesse et de rectitude doctrinale, aux diverses questions d'un public fort attentif, où l'on reconnaissait des amis d'Action française, dont notre rédacteur-en-chef. ■

MYSTIFICATION OFFICIELLE



AFFAIRE GUY MÔQUET | On sait que notre président veut faire lire dans les écoles tous les ans la lettre de Guy Môquet à ses parents, car ce jeune homme lui semble avoir été l'incarnation de la "résistance". Or, il fut celle de la collaboration des communistes avec les nazis, comme le montrent Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre 1. Dès le début de la guerre, le PCF appela « clairement au sabotage de la production du matériel de guerre ». Ses militants usèrent de tous les moyens « pour

multiplier les sabotages dans "ce printemps de la trahison" encore mal connu faute d'une étude scientifique exhaustive ». Prosper Môquet, père du jeune Guy, député de la Seine, suivit les ordres venus de l'Est. Il fut arrêté avec vingt-neuf de ses collègues communistes par le gouvernement Daladier et condamné à cinq ans de prison et à cinq ans de privation des droits civiques et politiques.

Encouragé par la faiblesse d'un gouvernement qui avait déclaré la guerre avec la volonté de ne pas la faire, Guy Môquet suivit les traces de son père. Adhérent des Jeunesses communistes, il distribua des tracts prétendant que les Allemands n'étaient pas responsables de la guerre. Il fut arrêté par la police de Vichy le 13 octobre 1940 avec un autre petit nazillon, René Pignard. Après que la police eût retenu des preuves contre eux, ils furent déferés à la Justice. La 5e chambre du tribunal correctionnel de Paris, compte tenu de son jeune âge, considéra qu'il avait agi sans discernement. En conséquence, il fut acquitté,

mais non libéré. Il fut conduit au dépôt puis à la Santé, puis interné administrativement à Clairvaux puis à Chateaubriant où la vie était douce jusqu'au jour où quatre dirigeants communistes, tous membres du Comité central décidèrent de s'évader. La surveillance fut alors renforcée.

REPRÉSAILLES

En Zone nord, de telles mesures étaient difficiles à appliquer car les Allemands refusaient qu'on touche à leurs alliés. Entre le 14 juin et le 15 juillet 1940 « des centaines de communistes incarcérés par la IIIe République [furent] libérés des geôles françaises par les autorités d'occupation ». Mais après l'invasion de l'URSS le 21 juin 1941, les communistes se découvrirent la fibre patriotique. Ils organisèrent des attentats dont les Français, communistes compris, « ne [percevaient] pas l'utilité » en raison des représailles sanglantes qu'ils provoquaient. C'est ainsi que le 20 octobre 1941 Gilbert Brustlein

assassina le Feldkommandant Hotz à Nantes, tandis que d'autres terroristes tuaient un conseiller d'administration militaire à Bordeaux. Hitler exigea l'exécution de cent à cent cinquante otages. L'assassin de Hotz ayant été décrit comme jeune, les occupants se donnèrent le droit d'exécuter des adolescents même mineurs. Âgé de dix-sept ans, Guy Moquet fut pris parmi les otages. Le gouvernement de Vichy octroya toutefois cent dix mille francs aux familles des fusillés et obtint la libération d'un fils d'otage prisonnier dans un stalag. Félicitons donc les auteurs de ce livre, de s'être attaqués aux mensonges officiels qui entourent l'affaire Guy Moquet. Regrettons seulement qu'ils n'aient pas rappelé que l'un des premiers à avoir dénoncé cette supercherie fut Roger Holleindre dans son livre *Trahisons sur commandes*.

YVES LENORMAND

1 Jean-Marc Berlière & Franck Liaigre : *L'affaire Guy Môquet - Enquête sur une mystification officielle* ; Larousse, 160 pages, 12 euros.

Par principe, je ne parle pas d'art contemporain, escroquerie consacrée par les ministres de la Culture, pompe à fric, machine de guerre destinée à éradiquer toute idée de beauté et pervertir le sens esthétique. Les médias le glorifient suffisamment. Comme ils ignorent Philippe Lejeune, le plus grand peintre français de notre époque. À ma connaissance, aucun ouvrage d'importance ne lui a été consacré au long d'une carrière de bientôt soixante-dix ans.

Peinture et démocratie

Oubli et injustice partiellement réparés avec la publication d'une monographie présentant l'artiste à travers les témoignages de ses proches, de critiques capables de reconnaître son immense talent, et surtout un entretien au cours duquel Philippe Lejeune fait preuve de son érudition extraordinaire, son humour à froid, sa lucidité et sa franchise dévastatrices qui expliquent en partie l'ostracisme dont il demeure victime ; ses opinions sont, vous l'aurez compris, détestables : « Depuis qu'il y a une république, le choix républicain a toujours mis à côté avec une constance extraordinaire. [...] Comment fonctionne l'opinion républicaine ? Sur le vote et non seulement sur le vote mais sur la majorité. [...] N'a de valeur esthétique que le choix du Roi. [...] L'art est le contraire de la démocratie ; c'est l'aristocratie même, le peintre cherche à être le meilleur. » Comment voulez-vous réussir avec des idées pareilles ? En plus Lejeune, quoique remarquable portraitiste, a consacré sa vie à la peinture religieuse... Cause implaidable ! C'est pourquoi il faut découvrir le peintre, et l'œuvre dont la splendeur, la première fois que j'entrai dans son atelier, me laissa sans voix, et subjuguée.

L'ESPRIT DES LIEUX

Neuf demeures de prestige : hôtels particuliers, châteaux, maisons de campagne, appartements parisiens appartenant à des familles anciennes ou fortunées. Des mobiliers d'exception, une décoration raffinée. Un certain art de vivre "à la française". Cet album ouvre les portes de propriétés privées inaccessibles, dont, exception faite des biens d'Yves Saint-Laurent dispersés après son décès, les trésors restent inconnus du public. Pour le plaisir de montrer de belles choses, mais aussi pour inspirer d'autres intérieurs, d'autres arrangements. À condition d'en avoir les moyens, ou beaucoup de talent pour l'illusion.

A.B.

* Christiane de Nicolay-Mazery et Christina Vervisioti-Missofe : L'Esprit des lieux ; Flammarion, 250 p., 68 euros.

□ LIVRES

Cadeaux tous azimuts

Voici, au milieu de l'afflux des beaux livres de fin d'année, une sélection couvrant le plus de domaines possible, afin que chacun trouve à satisfaire ses goûts.



Qualifiée de Neuvième Art, la bande dessinée mérite souvent ce titre, en raison des authentiques qualités de certains dessinateurs, du talent de nombreux scénaristes. Cependant, cette reconnaissance publique tient sans doute à d'autres facteurs et d'abord au caractère ouvertement gauchiste du genre. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à travers des publications pour la jeunesse, ancêtres du célèbre Pif, d'obédience communiste, puis, après 68, grâce à des ouvrages pour adultes, un nombre croissant d'albums et d'illustrés véhiculèrent l'idéologie révolutionnaire, dans les mœurs et la société, ainsi que sa vision de l'histoire. Une œuvre de propagande n'est pas d'obligation inintéressante ou dépourvue de qualités esthétiques ; encore faut-il savoir à quoi s'en tenir, ce qui est rarement le cas.

Histoire de la BD

Thierry Groensteen, ancien directeur du musée de la Bande dessinée d'Angoulême, propose deux ouvrages parallèles : un *Petit Catalogue du musée*, évoquant super héros, femmes, aventure, comique, zoomorphie, satire ; et une étude de fond, *La Bande dessinée, son histoire et ses maîtres*, qui, des origines, en Suisse vers 1830, à nos jours, met en évidence grands courants, évolution, rôle de la presse enfantine, modes graphiques et influence des auteurs essentiels, accompagnée d'une chronologie complète et de force illustrations. Le livre est axé sur l'Europe et l'Amérique, laissant de côté les mangas asiatiques. Il ne prétend pas à l'exhaustivité, les planches reproduites sont parfois indéchiffrables, mais il représente l'effort le plus complet réalisé sur le sujet.

Restons dans la propagande avec *Les Photographes de Magnum sur le front de la Seconde Guerre mondiale*. Fondée par Robert Capa dans les années quarante afin de soustraire les photographes aux diktats des patrons de presse et de la censure, l'agence Magnum couvrit tout le conflit et les suivants et s'illustra par la publication de clichés passés à la postérité. Rémy Desquesnes en a sélectionné deux cents, pris sur tous les fronts, certains très connus, d'autres moins. Ils font la part large aux souffrances des civils, sont souvent retouchés afin d'accentuer leur caractère tragique, et témoignent des intentions et des sentiments de l'homme derrière l'objectif plutôt que de la réalité des faits.

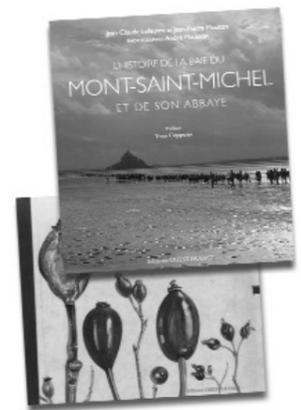
Effarante beauté de la nature

Ses intentions, Dominique Mansion, peintre et botaniste, ne les cache pas : rendre à nos contemporains la capacité d'admirer la diversité de la nature jusqu'en ses plus humbles ou plus triviaux détails. Apprendre à regarder pour apprendre à aimer et respecter l'environnement. Pas de discours militant, mais des planches d'une étonnante vérité montrant des cerneaux de noix, des glands, la germination, des pommes, des poires, le processus de pourrissement d'un fruit, des graines, des plumes, des cailloux, des insectes, des coquillages, des cerises, des baies d'églantier, le cycle immuable de la vie, de la mort et de la résurrection. C'est d'une simplicité désarmante, d'une beauté effarante teintée de morbidité. *Nature comme paradis* est un livre pour citadins désireux de voir : don essentiel.

L'Histoire de la baie du Mont Saint-Michel et de son abbaye, de Jean-Claude Lefeuvre et Jean-Pierre Mouton, est un essai sans égal puisqu'il réunit les points de vue d'un scientifique et d'un historien et cerne le passé, le présent et l'avenir de ce site unique au monde. La lente formation de l'espace naturel, les peuplements successifs, les apparitions de l'Archange à l'évêque Aubert qui éleva, ou releva, un monastère sur le mont Tombe, la montée des eaux, leur régression, l'histoire glorieuse et agitée du monastère, son sauvetage *in extremis* alors que sa destruction s'imposait aux esprits éclairés, Hugo en tête, sa transformation de lieu de pèlerinage en site touristique, l'économie de la baie, les marais, les marées, les éleveurs de moutons de pré salé et les conchyliculteurs, la faune sauvage diverse et menacée, les programmes de sauvegarde, les réussites et les échecs, les espoirs et les craintes se rencontrent au fil des pages. Ce texte de qualité, solidement informé, très complet, est soutenu, ce qui est rare, par une iconographie dense, spectaculaire, intelligente, des graphiques et des cartes. Indispensable.

Côtes bretonnes

Si vous préférez les images au texte, vous aimerez *Côtes sauvages de Bretagne* de Christophe Courteau, une promenade spectaculaire entre Cancale et Guérande, ponctuée d'incursions dans les îles, à Rouzic, Ouessant, Bréhat, en suivant le rivage mais uniquement là où la présence humaine ne l'a pas défigurée. De beaux paysages, des oiseaux de mer, des phoques, des plantes littorales, et la mer, toujours, en tous ses états, sous tous les ciels,



tantôt déchaînée, tantôt d'un bleu de rêve sur des plages évocatrices de pays plus lointains. Rien à lire ou presque, mais de belles, de très belles images.

Capri

Il y a longtemps que Capri, envahie de touristes, a perdu l'essentiel de son charme, excepté pour la poignée de riches privilégiés possesseurs de villas nichées sur les hauteurs, là où la plèbe monte peu. Patrick Howlett-Martin le sait et propose de l'île une visite d'un autre genre. À l'origine destiné à des plongeurs avertis susceptibles d'entreprendre le tour de l'île par la mer, et de découvrir les mystères de ses antres marins, dont la célèbre Grotta Azzura n'est même pas la plus remarquable, le guide s'est mué en une découverte inattendue puisque, des grottes et des criques, il est possible, au prix d'efforts assez intenses, de monter là où les autres ne vont jamais, de découvrir des chapelles, des oratoires et des maisons de rêve, à l'instar de l'étrange demeure ocre de Malaparte dessinant sur la roche la faucille et le marteau... Vous croisez Ulysse et les Sirènes, les néréides, l'empereur Tibère, des poètes romantiques inconsolés et des esthètes décadents. Preuve que l'on peut être apnéiste et cultivé. *Capri en mer*, magnifiquement illustré, reste toutefois un livre pour un public de sportifs, amateurs de palmes, de tuba, de spéléologie et d'escalade, la plupart des itinéraires étant réservés à des gens expérimentés conscients du danger de ces randonnées.

ANNE BERNET

* Collectif : Philippe Lejeune ; éd. Charles Moreau, 160 p., 32 euros.
* Thierry Groensteen : Le Petit Catalogue du Musée de la bande dessinée ; Skira Flammarion, 120 p., 18 euros.
La Bande dessinée, son histoire et ses maîtres ; Skira Flammarion, 420 p., 49 euros.

* Rémy Desquesnes : Les photographes de Magnum sur le front de la Seconde Guerre mondiale ; éd. Ouest-France ; 190 p., 30 euros.

* Dominique Mansion : Nature comme paradis ; éd. Ouest-France, 140 p., 30 euros.

* Jean-Claude Lefeuvre et Jean-Pierre Mouton : L'Histoire de la Baie du Mont-Saint-Michel et de son abbaye ; Ouest-France, 290 p., 39 euros.

* Christophe Courteau : Côtes sauvages de Bretagne ; Ouest-France, 140 p., 30 euros.

* Patrick Howlett-Martin : Capri en mer ; Skira, 175 p., 38 euros.

Au temps des premiers chrétiens

Voici enfin paru le troisième volet de la série *Le Signe de l'Ichthys* dans laquelle Anne Bernet, spécialiste de la Rome antique comme si elle y avait vécu, emmène les lecteurs de douze ans, et même bien plus âgés, à la découverte de la Ville impériale dans les années qui suivirent les persécutions de Néron et où il ne faisait toujours pas bon être chrétien.

On se souvient, dans le premier tome, *Les Enfants du Palatin*, de l'amitié née sous le signe de l'Ichthys, c'est-à-dire du Christ (on disait alors *Christos*), entre le jeune esclave égyptien Alexamenos et le jeune Titus, fils de Clemens et de Domitilla, cousins secrètement chrétiens de l'empereur Domitien qui, lui, était farouchement antichrétien. De Rome avec ses misères cachées que les chrétiens, par un courage hors du commun, essayaient de soulager, à Pompéi croulant sous l'éruption terrifiante du Vésuve, Alexamenos traversait les pires péripéties jusqu'à ce qu'il fût sauvé des flammes en invoquant désespérément « *Christos* ».

Le second tome, *Titus Clemens*, en mille rebondissements et un crapuleux guet-apens, montre l'enchevêtrement des destins des deux jeunes gens, dès lors qu'Alexamenos fut sur la trace de sa mère disparue dans des conditions étranges.

Mais le soupçonneux empereur et ses hommes de main ne parvinrent jamais à ébranler la foi de ses cousins Clemens, et le troisième tome, *Les Prisonniers des îles* montre ceux-ci sublimes face au martyr, tandis que Titus, retrouvait dans les pires tragédies celle qu'il aimait et que l'on avait tenté d'utiliser pour le confondre. L'espérance chrétienne a le dernier mot, les héros ayant été de ceux « dont la foi et le sang devaient finalement dresser la Croix sur le monde ».

Trois petits livres magnifiques dans le fond et dans la forme, fort bien illustrés par Xavier Christin. Anne Bernet ne laissera insensible aucun lecteur quel que soit son âge. On a rarement si bien plongé au cœur du drame du monde païen s'enfonçant dans la décadence alors que le sang des martyrs semait déjà secrètement la civilisation chrétienne. À méditer dans la débâcle du monde actuel.

MICHEL FROMENTOUX

* Anne Bernet : Sous le signe de l'Ichthys ; Les Enfants du Palatin, Titus Clemens. Les Prisonniers des îles. Chaque tome : 12 euros ; les trois ensemble : 29 euros. Éditions Clovis, BP 125, 92154 Suresnes cedex ; www.clovis-diffusion.com

□ LIVRES

Fêter Noël, mais lequel ?

Les livres savent peupler la veillée de Noël bien mieux que moult programmes télévisés. En témoignent ces quelques ouvrages : contes merveilleux, roman policier ou invitation à plonger dans la nostalgie de l'enfance...

L'on ne dit plus « *Joyeux Noël !* » mais « *Bonnes fêtes !* » ; trouver une Nativité en carte de vœux devient impossible, certains hystériques menacent de poursuites judiciaires le commerçant qui fait entendre en musique de fond *Il est né, le divin enfant*. Tout cela au nom du politiquement correct, de la laïcité, du respect de "l'autre", lequel, en général, n'aurait pas l'idée, si on ne la lui suggérait, de vous reprocher de célébrer vos fêtes religieuses. L'édition n'échappe pas au phénomène. Si elle ne laisserait pour rien au monde passer le 25 décembre sans le marquer, en raison du chiffre d'affaires, elle travaille à le rendre le plus neutre possible sur le plan spirituel.

Retour en Vendée

Je ne reprocherai rien de semblable aux *Neuf histoires de Noël* que cosignent Gérard Bedel, Mircea Goga et Reynald Secher. Chacun des auteurs s'est plié à un exercice qui n'est nullement facile et peut vite sombrer dans le convenu. Chacun à sa manière, selon sa sensibilité, ses références, a donné trois contes complémentaires illustrant un aspect particulier de la fête. Reynald Secher revient à la Guerre de Vendée et à ses drames, mettant en scène une jeune mère dont le nouveau-né a disparu, un combattant revenu de Galerne pour trouver son village ravagé, un prêtre réfractaire qui, un soir de Noël, s'avise de racheter l'âme d'un Bleu en mauvaise posture. Mircea Goga vous parlera de Stéphane, petit garçon qui n'émet point de vœux égoïstes, de sorte



que les anges l'entendent et que le sapin devient son meilleur ami ; il vous parlera aussi, et vous verrez la logique de l'affaire, du lapin de Pâques.

Trésors cachés

Gérard Bedel conte les malheurs de Mireille et de Vincent, avec des épilogues que Mistral n'avait point retenus mais qui ne le trahissent pas ; il suit un quatrième roi mage un peu trop confiant en sa science qui en oublie de regarder l'étoile, ainsi que l'aubergiste de Bethléem, Nicolas, pas mauvais homme sans doute, mais... C'est à Gérard Be-

del que l'on doit aussi *Merveilleux Noël du Moyen Âge*, une adaptation intelligente, destinée aux grands et aux petits, de contes traditionnels des diverses provinces. S'y croisent des bœufs qui parlent devant la crèche, et qui n'annoncent pas toujours aux humains ce qu'ils aimeraient entendre, un pauvre homme et un bon roi gourmand amateur de poires, des trésors cachés qui se révèlent, uniquement aux cœurs purs, le temps de sonner les douze coups de minuit, et le danger de travailler pendant la Sainte Nuit. Il serait dommage de tout vous dire de ces légendes exquises, qui méritent, si vous pensez à

éteindre le téléviseur avant de vous rendre à la messe de minuit, de peupler votre veillée mieux que les pitreries des chaînes, définitivement étrangères au mystère de cette nuit.

Enfant perdu

Conscient de cette déperdition de la foi, Roger Bichelberger, chantre des dévotions mariales, a poussé le conte jusqu'au bout. Nous sommes en 2070. Plus personne ne se soucie de Dieu, l'humanité se vautre dans un matérialisme devenu invincible. Pourtant, dans un village de Lorraine, la population se souvient vaguement d'un autre temps, de traditions consolantes. Aussi, lorsque les services sociaux décident de reprendre un orphelin à son père adoptif, sous prétexte du veuvage récent de celui-ci, quelques-uns suggèrent d'en appeler à celui qui descendait jadis le 25 décembre dans la crèche. Tous se mobilisent pour relever l'église, retrouver les santons, se rappeler une antienne, une prière... De quoi, peut-être, obtenir un miracle. *Noëls pour un enfant perdu* est un joli roman, d'un optimisme mitigé. Il n'est pas certain qu'il vous remontera le moral.

Secrets

L'auteur de romans policiers Anne Perry sacrifie, comme chaque année, à la tradition anglo-saxonne du crime sous le sapin. Bien entendu, il ne faut pas trop de sang, beaucoup de tenue, une moralité. Le pasteur Corde remplace le temps des vacances d'hiver le desservant d'une paroisse rurale. Tout irait bien si M^{rs} Corde, jeune femme fouineuse, ne trouvait bizarre que le vacancier soit parti sans bagages. Et si elle ne finissait par découvrir le cadavre du pauvre homme. La paroisse bien tranquille cache d'inavouables secrets ! Cela se laisse lire avec agrément, et vous convainc de l'utilité du célibat sacerdotal.

Sébastien Carletti et Vincent Dubost vous invitent à la nostalgie en vous remettant sous »»»

PLAISANCE ET FAMILIARITÉ

La fin de l'automne est aussi le temps des vendanges de l'esprit, des cueillettes mélancoliques sous un ciel incertain. Cette ambiance-là est pour moi propice aux errances, aux promenades à la mode ancienne dans la campagne du langage français : parcours jamais terminé, curiosité pour les sentiers entrevus...

La vieille expression "à bâtons rompus" évoque plaisamment pour moi les étonnantes surprises du chercheur de mots et de sens, toujours en quête de brevet illustre de Promeneur en France. Les vocables tristes ou plaisants, dansants ou fugitifs, sont des papillons attardés dans la saison, ou bien des nymphes rêveuses dont les noms ressurgissent des bosquets de la mythologie.

Ainsi en est-il de "plaisance" et de "familiarité", qui sont venus soudain à ma rencontre. Il me semble qu'ils désignent deux vertus de l'âme unies par une solidarité noble et secrète. "Plaisance" évoque plutôt une harmonie de chant d'oiseau, tandis que

"familiarité" fait songer à une réunion campagnarde, ou à une réjouissance festive de toute une parenté réunie autour du foyer. L'un et l'autre témoignent d'une référence fidèle à l'éternelle joie française.

"Familiarité" s'inscrit dans la mémoire de la maison d'enfance, des cérémonies simples, de retrouvailles ayant toujours plus ou moins un air de cousinage. Le mot me fait me souvenir de Madame Jourdain souhaitant un gendre auquel elle puisse dire : « *Asseyez-vous, et dînez avec nous* ». Ou encore du roi Henri IV en aimable querelle avec un notable parisien, en désaccord avec lui sur un projet d'urbanisme de la ville ; il le félicite de la vivacité de son esprit et l'invite à souper pour poursuivre dignement la controverse...

"Plaisance" est un château du temps classique dans la campagne française. Les hôtes y retrouvent la musique tendre, un peu langoureuse, des danses d'autrefois. Le mot désigne aussi des villes ou des villages : Plaisance ou Plaisir... On ressent à l'entendre le souvenir d'une chanson enfantine ou galante, mais aussi le rappel d'un éternel devoir : donner ou rendre à la

France ce climat un peu trop solennellement désigné par le terme de "sympathie". "Plaisance" pour nous se doit d'avoir la nuance de "familiarité", mais estompé comme un tableau évocateur d'une aube encore parée d'une brume légère, ou d'un crépuscule à l'or atténué. "Plaisance" et "familiarité" se réfèrent à un climat mental où les désaccords seraient amoindris par l'accoutumance chrétienne à l'indulgence, au pardon, à l'acceptation, sans réticences ni rancunes, du monde comme il va, au long des journées accordées à une permanente amitié française.

Sans doute trouvons-nous toujours nécessaire que la familiarité conserve le don secret d'une critique légère, d'un désaccord éventuel restant semblable à l'épine d'un rosier. Et nous ne saurions approuver que la quête de la "plaisance" nous impose un optimisme sans réticence, et en somme peu propice à l'effort de perfection renouvelée que la conscience de France nous impose. France, royaume, éternel, exigence aimée, plaisance et familiarité tout à la fois.

JEAN-BAPTISTE MORVAN

»»» les yeux les catalogues de Noël de votre enfance, ceux que vous épluchiez en décembre, afin d'expédier vos parents exténués se battre dans les grands magasins contre les géniteurs d'autres rejets qui osaient réclamer la même poupée ou le même garage que vous, celui, précisément, dont il ne restait qu'un exemplaire. *Jouets 70-80* réveillera d'innombrables souvenirs chez tous ceux qui ont plus de trente ans et moins de cinquante, et quelques pincements au cœur. Exemplaire recherche du temps perdu !

Des animaux drôles et touchants

Bradley Trevor Greive publie de petits albums de photos animalières décalées, dont il place les acteurs dans des situations du quotidien humain, toujours dans le but de les dédramatiser et d'apprendre à les surmonter. C'est en général drôle et touchant. *C'est tous les jours Noël* vous rappelle que la fête ne se borne pas à bâfrer et dépenser de l'argent. Excellent départ. Retrouver l'esprit de la fête, et le conserver au long de l'année est un bon programme. Reste à savoir quel est l'esprit en question... Noël saurait-il exister en dehors du message angélique aux bergers : « *Voici que je vous annonce une grande nouvelle ! Un enfant vous est né dans la cité de David.* »

ANNE BERNET

* Gérard Bedel, *Mircea Goga, Reynald Secher* : Neuf histoires de Noël ; *Via Romana*, 116 p., 14 euros.

* Gérard Bedel : *Merveilleux Noël du Moyen Âge* ; *Via Romana*, 100 p., 14 euros.

* Roger Bichelberger : *Noëls pour un enfant perdu* ; *Albin Michel*, 230 p., 16 euros.

* Anne Perry : *Le Secret de Noël* ; 10-18, 190 p., 10 euros (édition cartonnée sous jaquette).

* Sébastien Carletti et Vincent Dubost : *Jouets 70-80* ; *Hors Collection*, 144 p., 25 euros.

* Bradley Trevor Greive : *C'est tous les jours Noël* ; *Hors Collection*, 115 p., 10 euros.

□ ALEXANDRE DUMAS

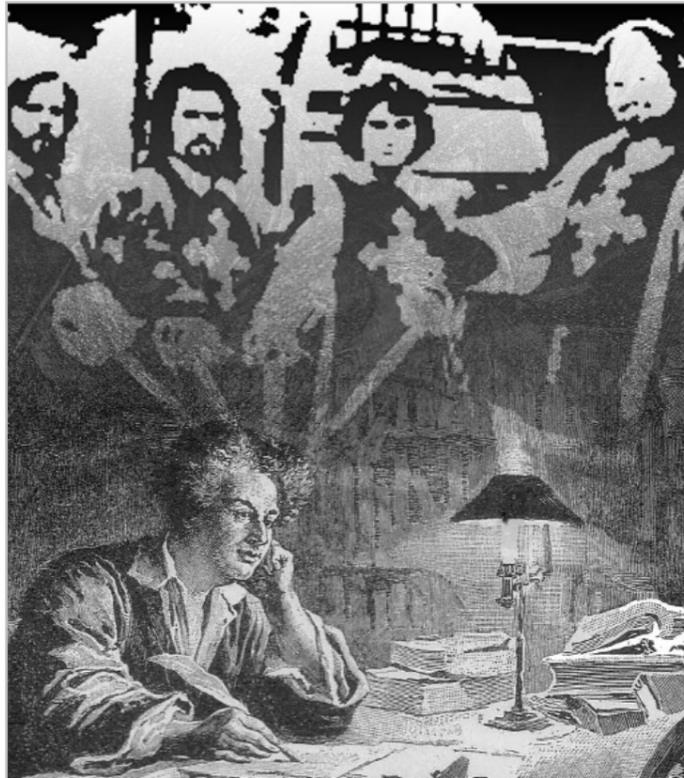
Histoire d'un chef-d'œuvre

On ne s'ennuie jamais avec Alexandre Dumas. Comment eut-il l'idée géniale d'écrire *Les Trois Mousquetaires* ? Simone Bertière le raconte avec l'exactitude de l'information et le charme du style.

Le nouveau livre de Simone Bertière, comme précédemment son *Mazarin*¹, allie l'exactitude de l'information et le charme du style. M^{me} Bertière y raconte comment le jeune Alexandre Dumas, avec pour tout bagage sa qualité de fils d'un général fort courageux, un talent à première vue unique et une belle écriture, devint surnuméraire dans l'un des bureaux du duc d'Orléans. Et comment, encouragé par ce prince, il devint un dramaturge de renom, avec un *Henri III et sa Cour* et avec *Antony*. Puis après le succès des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue, il résolut de tenter sa chance avec le roman et y réussit. Seul, tout d'abord, puis avec la collaboration d'Auguste Maquet. Et enfin comment, à partir de quatre petits volumes empruntés à la bibliothèque de Marseille - *Les Mémoires de M. d'Artagnan*, parus en 1700, du romancier Courtilz de Sandras - il eut l'idée géniale d'écrire *Les Trois Mousquetaires*².

Mémorialistes

« *Comme ils sont quatre, le titre sera absurde, ce qui promet au roman le plus grand succès* », dit-il au directeur du *Siècle*, où ils parurent en feuilleton et firent monter en flèche les ventes de ce journal. « *Il parvint à accomplir l'inimaginable. Il souscrivit plus de contrats qu'aucun écrivain normalement constitué n'envisagerait d'honorer. Et il les honore !* » Il plonge dans l'histoire, essentiellement dans les mémorialistes. « *La principale qualité de Dumas qui avait assuré sa supériorité au théâtre, est cette aptitude à discerner les points essentiels...* » ;



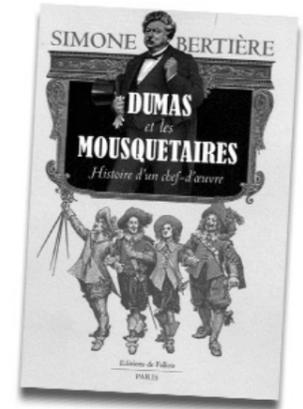
« *Comme ils sont quatre, le titre sera absurde, ce qui promet au roman le plus grand succès.* » *Pari gagné !*

« *infidèle à la lettre, il ne trahit pas l'esprit du temps* ». Avec les *Mousquetaires*, il fait vivre ses lecteurs dans « *cet univers idéal où l'on méprisait l'arrivisme et l'hypocrisie, où l'on respectait la parole donnée, où l'on risquait sa vie joyeusement pour la défense du point d'honneur, ou pour le service du roi, où l'amitié était sacrée...* »

Ces personnages de Dumas père ont acquis le « *statut de personnages réels* ». Le terme même de "mousquetaires" qui, sans lui,

serait sorti de l'usage, désigne de nos jours (dans le vocabulaire commun) des équipes gagnantes, qu'il s'agisse de tennismen ou de réussites commerciales. Le tour du monde des *Mousquetaires* est triomphal et leurs aventures ont été reprises, et le sont encore dans toutes les langues et sur tous les écrans.

Non seulement on ne s'ennuie jamais avec Dumas père, mais il est aussi certaines pages de lui qui conduisent à des réflexions très sérieuses. Ainsi, dans *Vingt*



ans après, il place « *dans la bouche d'Athos* » ce que M^{me} Bertière définit comme « *la plus belle définition qu'on puisse donner à la monarchie* ». Dumas raconte qu'Athos a emmené son fils Raoul dans la nécropole royale de Saint-Denis pour lui remettre solemnellement son épée.

Servir un principe invisible

« *Il y a deux choses enfermées au palais du Louvre [lui dit-il] : le roi qui meurt et la royauté qui ne meurt pas. [...] Raoul, sachez distinguer toujours le roi de la royauté ; le roi n'est qu'un homme, la royauté c'est l'esprit de Dieu. Quand vous serez dans le doute de savoir qui vous devez servir, abandonnez l'apparence matérielle pour le principe invisible, car le principe invisible est tout. Seulement, Dieu a voulu rendre ce principe palpable en l'incarnant dans un homme...* »

« *J'adorerai Dieu, Monsieur* » dit Raoul. « *Je respecterai la royauté et tâcherai, si je meurs, que ce soit pour la royauté ou pour Dieu. Vous ai-je bien compris ?* » Athos sourit : « *Vous êtes une noble nature, dit-il, voici votre épée.* »³

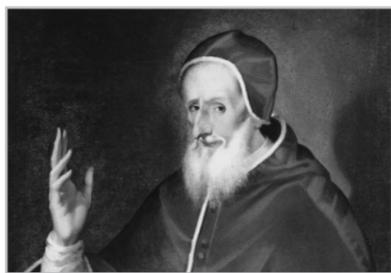
RENÉ PILLORGET

¹ *Mazarin, le maître du jeu* ; éd. de Fallois, 2007.

² *Simone Bertière : Dumas et les mousquetaires - Histoire d'un chef d'œuvre* ; éd. de Fallois, 2009.

³ *Vingt ans après, Chapitre XXIV.*

UNE VIE DE SAINT PIE V



UN LIVRE À OFFRIR | Le saint pape Pie V (1504-1572) est surtout connu comme le pape de la messe, car il a codifié en 1570 un retour aux traditions les plus anciennes de l'Église pour mettre fin définitivement (« *à perpétuité* ») à une liturgie chaotique, tout en respectant les rites observés depuis au moins deux siècles par certains ordres religieux. Ce n'est là qu'un des hauts faits accomplis par ce grand pontife, comme le rappelle le ravissant livre imagé que publient les éditions Clovis dans la collection Che-

mins de lumière, destinée à la jeunesse mais instructive pour tous les âges. Michel Ghislieri, pauvre gardien de troupeaux à Bosco en Lombardie, suivit à douze ans deux frères prêcheurs et put ainsi réaliser son rêve d'entrer au service de Dieu. Accueilli dans l'ordre dominicain, manifestant une grande piété mariale et un zèle débordant, il allait devenir tour à tour professeur de théologie, inquisiteur, commissaire général du Saint-Office, évêque, puis cardinal. Il eut à s'opposer vivement au pape Pie IV, un Médicis trop soucieux de favoriser ses neveux. Mais Pie IV mourut dans l'hiver 1565, et Michel, sur le point de quitter Rome, fut élu par le conclave et devint Pie V.

Ce pontificat n'allait durer que six ans, mais quelle prodigieuse activité dans un siècle si difficile pour l'Église et pour l'Europe ! Il manifesta aussitôt un grand souci de charité et de salubrité morale, favorisa à Rome l'éducation des enfants, exhorta les prêtres et les évêques à la piété, fit édifier des séminaires en application des décisions du concile de Trente

qui venait de se terminer, publia le catéchisme universel, véritable réplique à celui de Luther, restaura la messe et la musique religieuse, remit à l'honneur l'enseignement de saint Thomas d'Aquin. Il fallut à Pie V manifester aussi de grands talents de diplomate face à la reine Elizabeth 1^{ère} d'Angleterre qu'il dut excommunier, à l'empereur Maximilien II, à Guillaume de Nassau, prince d'Orange, au roi Sigismond-Auguste de Pologne, à la régente Catherine de Médicis qui, en France, au plus fort des guerres de religion, louvoyait dangereusement entre catholiques et protestants...

LÉPANTE

Pour ce pape au naturel sanguin et ténace, opposé à toutes violences inutiles ou déloyales et qui condamnait sévèrement l'esclavage, le grand souci restait la menace islamique. Face aux Turcs, les Hongrois s'étaient déjà vaillamment défendus en 1566, mais dès 1570, les ambitions conquérantes de l'empire Ottoman s'étendirent à la Méditerranée entière.

La situation semblait désespérée. Pie V réussit non sans mal à créer une grande ligue chrétienne que commanda Don Juan d'Autriche, demi-frère du roi d'Espagne Philippe II, tandis qu'il appelait toute l'Église à s'unir aux combattants par la prière du rosaire et par le jeûne. C'est alors le récit épique de la victoire de Lépante, la plus grande bataille navale que connut la Méditerranée (7 octobre 1571) qui permit pour des siècles la paix sur la mer latine. On ne saurait trop féliciter ici pour cette impressionnante évocation tant l'auteur de l'ouvrage Guy Lehieux que l'illustrateur Daniel Lordey.

Pie V, le grand pape réformateur qui a marqué l'Église catholique à jamais, s'éteignit peu après, le 1^{er} mai 1572, et fut canonisé en 1712 par Clément XI. Il avait par l'appui du rosaire réussi l'humainement impossible. Sa leçon reste très actuelle.

M.F.

* *Saint Pie V* ; éd. Clovis, 38 pages grand format, 7,50 euros.

□ LIVRE POLITIQUE

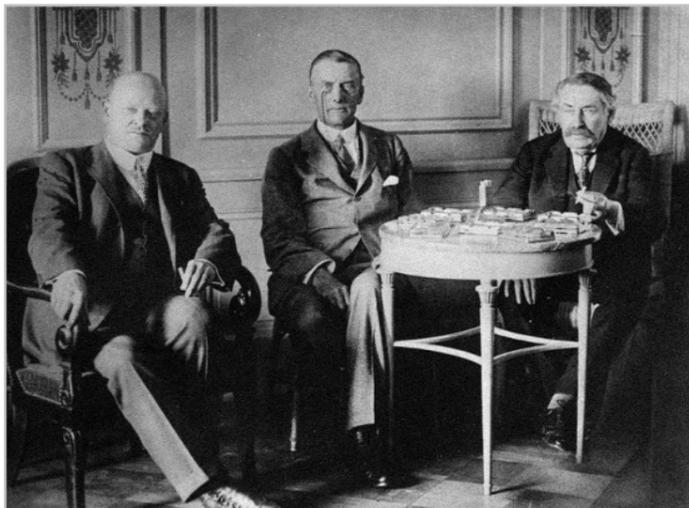
Le réalisme, garantie de paix

« *Décérnez-moi le Prix Nobel de la Paix* », lança Charles Maurras en 1931. Tandis que d'autres décrétaient naïvement la guerre "hors la loi", le maître de l'AF défendait une paix véritable, et non une paix de papier.

Décérnez-moi le Prix Nobel de la Paix est le second volume de *Pour la défense nationale*, publié aux Éditions du Capitole en 1931¹. Maurras rappelle qu'un certain nombre de journalistes avaient proposé son nom pour l'attribution du Prix Nobel. Il sait bien qu'il n'obtiendra pas ce prix bien qu'il soit le meilleur défenseur d'une paix véritable, non d'une paix de papier : « *Le bien qui m'est dû tombera dans la casquette ou la barrette du premier boutefeu qui passe ; mais la folie du siècle et de ceux qui le mènent n'en sera que plus tragiquement expiée.* »

Des conflits éternels

La première partie, *Avant 1914*, part de la constatation du fait de la guerre : « *Les loups ne se mangent pas entre eux, parce que les loups trouvent dans la faune environnante de quoi satisfaire abondamment leurs plus âpres besoins : le loup, qui a des agneaux sous la dent, n'a que faire de la chair des autres loups.* » Mais l'homme, animal industriel, ne consomme que des produits de l'industrie humaine et au fur et à mesure que la civilisation se complique s'accroissent « *les chances de conflits entre les possesseurs de tant de richesses* ». Aristote dit que les villes naquirent de l'amitié, « *amitié de quelques-uns, mais contre quelques autres* » ajoute Maurras car, comme le rappelle la sagesse des nations, « *qui terre a, guerre a* ».



Gustav Stresemann, Austen Chamberlain et Aristide Briand en 1925. Le Français et l'Allemand reçurent le Prix Nobel de la Paix l'année suivante.

Les brigandages, les barbaries diverses représentent des formes de guerre tempérées par l'institution sociale qui canalise les instincts belliqueux en les tournant contre le dehors : « *Quand ces barbaries naturelles auront tout à fait disparu au sein de chaque collectivité, quand il n'y aura plus besoin de tribunaux correctionnels ou de cours d'assises, je serai tout prêt à admettre que la guerre va disparaître faute de guerriers et que la nature de l'homme s'est définitivement adoucie. Il n'en est rien, je crois... On se battra donc d'homme à homme et, tant qu'il y aura des nations, de nation à nation. Si, par un hasard ou par un autre, les nations disparaissaient, leurs luttes cesseraient sans doute,*

mais aussi la police à l'intérieur de chacune d'elles - ce qui ferait la plus obscure des mêlées dans la plus sanglante des barbaries. » Arrêtons-nous. Ce texte date de 1904 et il annonce les réalités de notre époque non par quelque don de prophétie mais par un don supérieur d'analyse, par un enchaînement génial d'inductions et de déductions à partir d'évidences premières, ces "Principes" chers à Maurras. Ne sommes-nous pas en présence des violences qui agitent notre monde, violences ouvertes dans certains pays, terrorisme et insécurité dans d'autres alors que n'existe, juridiquement, aucune guerre ? Alors que les nations se trouvent affaiblies par des institutions qui prétendent les dominer et le sentiment national

dégradé ou aboli ? La suite du livre ne fera que développer, par des exemples tirés de l'histoire et par des analyses politiques d'avant et après la Grande Guerre, les analyses lumineuses de ce premier chapitre.

Conseillers et payeurs

Dans la seconde partie, consacrée à l'après-guerre, Maurras pressent le retour du fléau dans des conditions pires qu'en 1914. Les hommes politiques de la démocratie n'ont rien compris, leur pacifisme ne leur permet de tirer du sanglant conflit que des conclusions ineptes dont le stupide pacte Briand-Kellogg offre la plus belle illustration : la guerre s'y trouve condamnée et les États signataires renoncent à son emploi ! Le secrétaire d'État américain Frank Billings Kellogg obtint le Prix Nobel de la Paix en 1929 ; Briand l'avait obtenu en 1926 avec Stresemann qui avait roulé le pacifiste et préparé la revanche allemande. Maurras avait écrit dans sa préface en faisant allusion à ces récompenses : « *Les mauvais conseillers auront été payés, ils ne seront pas les payeurs.* » Les payeurs seront, iniquité démocratique, des hommes comme lui, condamnés pour avoir vu juste, prévenu vainement les responsables, et être restés auprès des Français, avoir souffert avec eux tandis que les coupables se refaisaient une vertu en prêchant la guerre civile dans des micros étrangers.

GÉRARD BAUDIN

¹ Nous avons publié ici (voir L'AF 2000 du 3 septembre) une étude portant sur le premier volume, *Sur la cendre de nos foyers. Ce livre traite de la question de la présence durable d'étrangers en France, du statut qu'il convient de leur accorder, de leur éventuelle assimilation, du danger qu'ils peuvent représenter dans le désordre démocratique, questions d'une brûlante actualité !*

DU CÔTÉ DES LIBRAIRIES

L'actualité éditoriale a été marquée depuis la rentrée par quelques parutions concernant l'Action française ou le royalisme.

Le Royalisme en France - Un état des lieux analyse les réponses apportées par 1 737 personnes interrogées sur Internet entre février et juin 2009 (éditions SYLM - "Support your local monarch" -, 116 p., 19,95 euros).

Xavier Cheneseau propose quant à lui une nouvelle histoire des *Camelots du Roi* (éditions Agnus, 12,50 euros). Enfin, Jean-François Nadeau publie au Canada une biographie de Robert Rumilly : *L'homme de Duplessis* (éditions Lux, 416 p.). Ce Québécois d'origine française (1897-1983) fut particulièrement influencé par l'AF. « *À compter de 1928, il s'engage dans une activité intellectuelle frénétique qui a marqué son temps. On lui doit pas moins de quatre-vingt-onze livres, dont l'Histoire de la province de Québec en quarante-et-un volumes, sans compter les brochures et les conférences. Écrivain hors du commun, Rumilly se démarque aussi par son rôle de rassembleur infatigable des intellectuels de droite de son époque. Passionné par la vie politique, il organise des rapprochements entre des personnages marquants, tels Maurice Duplessis, Camillien Houde, Henri Bourassa, René Chaloult, et même Conrad Black. Son énergie est surtout consacrée au service de l'Union nationale de Duplessis.* » ■

COMMENT PARLER AUX MUSULMANS ?



En ces temps où la présence de l'islam sur notre terre chrétienne engendre des difficultés de tous ordres, la parole ne pourrait-elle pas revenir, plus encore qu'aux politiciens, aux missionnaires ? Le livre que vient de publier le RP Jean-Jacques Marziac, sous le titre *À toi mon frère qui es né dans l'islam*, n'est pas une dissertation de plus sur la "coexistence" ou sur le "dialogue" des deux religions. Il s'adresse chez son interlocuteur musulman à ce qu'il a de plus haut : son intelligence et son cœur, lui rappelant qu'il doit, comme tout homme ici-bas,

ces nobles facultés à l'unique Créateur qui nous a tous faits « *à son image et à sa ressemblance* ». Le musulman est tenu de chercher et d'aimer la vérité. En pédagogue attentionné, l'ancien prédicateur de Côte-d'Ivoire dont nous connaissons le regard enflammé, si droit et si pénétrant, sait qu'il ne suffit pas d'aimer la vérité pour l'admettre. Il invite alors son frère à fuir les tentations que ne cesse de multiplier sur sa route « *celui qui veut nuire aux hommes* », le démon, maître du mensonge et séducteur. Pour cela il faut savoir s'arracher aux sirènes médiatiques et à l'esprit de laïcisme qui met sur le même plan toutes les religions (et même le refus de toute religion) - ce laïcisme issu de la Révolution de 1789 qui a éliminé Dieu des États et des écoles. C'est avec beaucoup de délicatesse, par de courts chapitres qui portent loin, que le père Marziac s'élève ensuite à des considérations théologiques, présentant celles-ci dans un langage souvent imagé. Se fondant sur les faits, il n'a pas de mal à montrer que les dix commandements de Dieu ont civilisé les individus, les familles et les nations, parce que la loi si sage qu'ils expriment est inscrite dans la

nature de l'homme. Au sujet de l'islam, il montre que cette religion qui se dit nouvellement révélée contient en fait de nombreuses traditions d'origine judéo-chrétienne (avec des noms nouveaux...). Il insiste aussi sur la différence entre l'islam qui signifie "soumission" et le christianisme qui rend les hommes responsables de leurs actes. Le musulman agit « *par devoir* » plus souvent qu'« *en conscience* ». Cela, dirons-nous, ne va pas sans conséquences psychologiques et sociologiques très actuelles...

CHARITÉ ET LIBERTÉ

Puis le père fait entrer son ami dans la contemplation de la Révélation, puis dans le mystère du Christ. On ne saurait donner ici le reflet de la profondeur de tels propos appuyés sur les grandes prophéties de l'Ancien Testament puis sur les Évangiles, pour en arriver à la preuve scientifiquement irréfutable du sacrifice du Christ donnée par le linceul de Turin. Mais comme la foi ne saurait s'enraciner dans une âme qui ne se met pas d'elle-même dans certaines dispositions morales, le père Marziac ne manque pas de dire que la prière, notamment à la

sainte Vierge respectée par les musulmans, est à la base de tout effort spirituel, comme de chaque page de ce livre. Et de conseiller vivement les Exercices de saint Ignace ! Nulle part l'homme de Dieu ne dit qu'il va convertir son frère musulman. C'est la personne qui se convertit, librement, aucune force humaine ne pouvant l'y obliger, mais on doit charitablement la mettre sur la voie de la grâce. Ce livre nous semble ce que l'on peut écrire de plus respectueux pour la dignité des musulmans. Ceux-ci s'étonnent et souvent souffrent de voir chez nous, héritiers d'une grande histoire chrétienne, si peu de fierté, si peu de volonté de nous montrer fidèles, si peu d'empressement à faire partager à de nouveaux arrivants les trésors de notre civilisation... Lire cet ouvrage, puis l'offrir à des amis ou des voisins musulmans est assurément un bon moyen de ne pas voir sous peu surgir partout des minarets...

MICHEL FROMENTOUX

* RP Jean-Jacques Marziac : *À toi mon frère qui es né dans l'islam ; éditions ACCR, Treihou, 82300 Caussade ; 152 pages, 11 euros franco.*

Le prince Jean à Lyon

Le 24 novembre, Lyon avait l'honneur de recevoir Monseigneur le Dauphin. Le comité d'organisation, présidé par Roméo Brosseau, réunissait des représentants de différents mouvements, dont notre président de section, Stéphane Blanchonnet.

À 12 h 30, le prince Jean était accueilli pour un déjeuner par le prestigieux Cercle de l'Union, qui regroupe depuis 1917 tout ce que la ville compte de personnalités et de décideurs économiques. À 15 h 30, il répondait aux questions de Jean-Christophe Galeazzi dans les studios de RCF-Radio Fourvière, une antenne particulièrement populaire à Lyon. Enfin, après s'être entretenu à 20 h 15 avec les représentants de la presse écrite, l'héritier de nos rois prononçait,



dans la salle de l'Embarcadère, une conférence sur son livre, *Un Prince français*, devant près de trois cents personnes, qui purent ensuite faire dédicacer leur exemplaire de l'ouvrage.

Jamais depuis la visite de Monseigneur le comte de Paris, chef de la Maison royale de France, en

février 2001, l'idée royale n'avait trouvé un tel écho dans la capitale des Gaules. ■ AF Lyon

La section de Lyon vous convie d'ores et déjà à sa galette des rois le vendredi 15 janvier 2010, en présence de Stéphane Blanchonnet et Olivier Perceval.

Banquet des amis de l'Action française

Samedi 16 janvier 2010 à 12 heures



Au restaurant Le Père Louis, 38 rue Monsieur le Prince, Paris 6^e

Réservation obligatoire (nombre de places limité)

Participation : 35 euros par personne... ou plus si vous souhaitez nous aider ; étudiants et chômeurs : 25 euros. Chèques à l'ordre du CRAF, à adresser à Giovanni Castelluccio, CRAF, 10 rue Croix-des-petits-Champs, 75001 PARIS. Renseignements : 06 81 55 36 78.

Marche aux flambeaux

Hommage à Louis XVI le dimanche 17 janvier

Rendez-vous devant l'église de la Madeleine à Paris (métro Madeleine)



CRAF

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS communication@actionfrancaise.net

Président : Olivier Perceval

Secrétaire général : Romain Hellouin

Trésorier : Giovanni Castelluccio

Secrétaire administrative : Marie-Suzanne de Benque d'Agut

Responsable opérationnel : François Bel-Ker

Communication externe : Jean de Chenon

Communication interne : Philippe Castelluccio, François Lamy

Coordination provinces : Philippe Castelluccio

Militantisme : Jean-Baptiste de l'Aviath

Formation : Olivier Perceval, Gérard Bedel, Erwan Blouët, Marc Savina



L'Action française reprend la rue

Vendredi 4 décembre, les militants d'Action française sont descendus sur le pavé parisien pour dénoncer le débat pipé, organisé par la République, sur l'identité nationale. Afin de réveiller la conscience des Français (qui semblent pour certains sous sédatif), les militants royalistes ont mis en place un barrage filtrant sur le carrefour de l'Odéon, en plein de cœur de Paris. Chaque automobiliste s'est vu remettre un tract avant de pouvoir poursuivre son chemin.

La milice républicaine ne fut pas longue à réagir. Il pourrait être dangereux d'affirmer que l'identité de la France n'est pas synonyme de liberté, d'égalité, et de fraternité... Aussi, c'est avec violence que les policiers sont intervenus pour stopper cette action. C'était sans compter sur l'esprit de cohésion des militants. Il a suffi de moins d'une minute pour



dégager les militants que la police tentait de soustraire au groupe. Et c'est avec cœur que tous ont chanté à pleins poumons Étudiants et Camelots.

L'ordre de dispersion fut ensuite donné. Tous ont alors rejoint les locaux d'AF, par petits groupes. Une bière fraîche et méritée les attendait pour récompenser cette action menée avec panache ! Gonflés à bloc, les militants ont fini la soirée par un collage monstre dans Paris. ■

Un cercle dans les Hauts-de-Seine

Mardi 1^{er} décembre, une dizaine de militants et sympathisants d'Action française se sont retrouvés dans une ambiance chaleureuse pour fonder un cercle d'études dans les Hauts-de-Seine, autour des villes d'Asnières-sur-Seine, Colombes, Courbevoie et de Levallois-Perret. Cela afin d'approfon-

dir l'engagement militant et de structurer les idées politiques des participants. Le prochain rassemblement est programmé le 15 décembre à 19 h 30. Vous êtes royaliste, nationaliste ou tout simplement patriote et de bonne volonté ? N'attendez plus pour nous rejoindre et donner un sens à votre militantisme ! ■

Pour toute informations : royco92@gmail.com

Collages toulousains

Le collage du mois de décembre a bien eu lieu sur le terrain toulousain. Nous avons même organisé deux collages en un, le campus Paul Sabatier (la faculté des Sciences) et le quartier du Mirail

ayant été couverts par deux équipes. Paul Sabatier n'étant que peu politisé, cela n'a posé aucun problème. Au Mirail, plusieurs militants ont arraché des affiches aux couleurs d'adversaires politiques, signant leurs actions d'un bel autocollant à fleur de lys. N'hésitez pas à venir étoffer nos équipes ! ■

LOUIS XVI

Dans notre prochain numéro, nous annoncerons les messes qui seront célébrées le 21 janvier à Paris et en province pour le repos de l'âme du roi Louis XVI. Avertissez-nous avant le 4 janvier (dernier délai) de celles dont vous avez connaissance dans votre région. (Tél. : 01 40 39 92 06)

INFORMATION

Accueil du Centre Saint-Paul, 12 rue Saint-Joseph, Paris 2^e - grand choix de livres d'occasion en sciences religieuses, histoire, littérature : du mardi au samedi de 12 heures à 19 heures ; le dimanche de 10 heures à 13 h 30 et de 17 heures à 20 heures. Une remise sera accordée à tout lecteur de L'AF 2000.

Nouvelles du Groupe d'Action royaliste

Banquet camelot le dimanche 20 décembre. Renseignements et inscription : contact@actionroyaliste.com

Le numéro 10 de L'ASC est paru. Pour le télécharger gratuitement la revue du royalisme social : www.actionroyaliste.com



À VENDRE

Livres reliés de Maurras, Daudet, Bainville ; éditions originales brochées. Demandez la liste au journal, 10 rue Croix-des-petits-Champs, Paris 1^{er} ; tél. : 01 40 39 92 06.



Ventes à la criée

Vous souhaitez vous consacrer à une activité utile ? Vous aimez le plein air ? Venez vendre le journal ! Où que vous soyez, n'hésitez pas à rejoindre nos équipes. Pour Sainte-Odile et Sainte-Germaine, prendre contact avec Philippe Castelluccio au

06 35 50 50 68 ; pour Maubert-Mutualité et le Quartier latin, écrire à Frédéric Wincler, fredericwincler@yahoo.fr ; pour les autres ventes partout en France, appelez Jean-Baptiste de l'Aviath au 06 81 55 36 78.



Notre journal vous intéresse ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 8.

□ DÉBAT

L'identité nationale selon Maurras

Entre les deux extrêmes que sont le racialisme et le contractualisme, la position maurrassienne apparaît comme le "juste milieu" aristotélicien. Elle souligne le poids de l'histoire et rétablit les droits des véritables auteurs de la nationalité française, en particulier les rois capétiens.

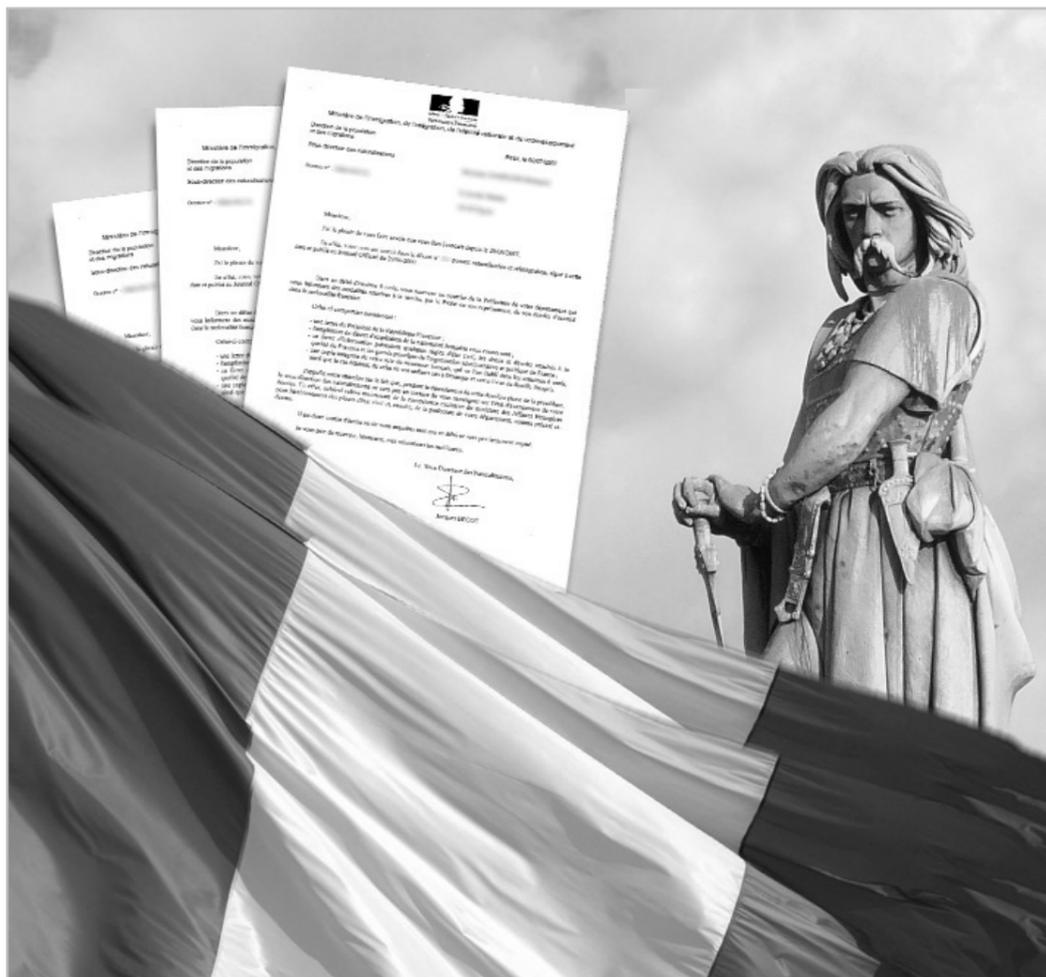
L'actuel « grand débat sur l'identité nationale » voulu par Nicolas Sarkozy est pour nous l'occasion de reprendre et d'approfondir la conception maurrassienne de la nation et de la nationalité. Ce thème est au centre de notre pensée nationaliste et l'originalité de nos réponses en la matière est de nature à attirer à nous un certain nombre de patriotes qui s'égarèrent dans des voies périlleuses et dans des définitions fausses. Nous commencerons par passer au crible de la critique les deux plus courantes de ces mauvaises formules de la nation, que sont la nation-race et la nation-contrat, pour examiner ensuite la valeur de la formule maurrassienne.

Ni race, ni contrat

Le point de vue racialiste est bien sûr le fait d'une certaine extrême droite qui, de Gobineau aux nationalistes révolutionnaires d'aujourd'hui, finit par rejeter la France pour lui préférer les identités régionales, une prétendue nation européenne, l'Occident ou encore la race blanche. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi d'une conception républicaine qui prend corps à travers le mythe de « nos ancêtres les Gaulois », cher aux manuels scolaires de la III^e République et à travers celui des « frontières naturelles », cher à Danton. Dans le cas de ces deux mythes républicains, il n'est plus question de renier la France mais de lui conférer une sorte d'identité immuable qui ne devrait plus rien ni à l'action unificatrice des rois capétiens, ni à l'action civilisatrice du christianisme. C'est un déni d'histoire en quelque sorte.

Il n'est pas difficile de montrer que ces théories naturalistes sont absurdes : d'abord, il n'existe nulle part de race parfaitement homogène, ensuite la Gaule n'est pas la France (n'oublions pas que pour les Romains, l'Italie du nord formait la Gaule cisalpine !) et l'apport gaulois sur le terrain de la langue et de la civilisation est mineur, enfin les frontières sont des conséquences de l'histoire et non des causes (si le Rhin est une frontière, le Rhône ou la Loire auraient très bien pu en être d'autres !). Comme l'écrivit Maurras dans *Anthinéa* : « Aucune origine n'est belle, la beauté est au terme des choses. » Autrement dit, il ne faut pas figer la formule de la nation dans ses prémisses géographiques ou ethniques mais considérer comment ces données initiales ont servi de supports aux événements historiques ultérieurs qui aboutirent à la France.

Le point de vue contractualiste se présente à nous comme l'extrême opposé du point de vue racialiste. Ses partisans se recrutent surtout parmi les républicains



les moins attachés à la France charnelle, celle de l'histoire et de la géographie, et parmi les droits-de-l'hommes en tous genres. Pour Rousseau, qui en est le père, il faut à tout prix fonder la cité sur l'adhésion volontaire de ses membres. Tout autre forme de société, dont l'existence, la forme et les institutions seraient héritées de l'histoire, est condamnée comme irrationnelle et, surtout, comme pourvoyeuse d'injustice.

Totalitarisme

Ce contractualisme semble avoir la préférence de MM. Sarkozy et Besson si l'on se fie aux documents qui figurent sur le site du "grand débat" (l'identité nationale serait tout entière exprimée par la Déclaration des droits de l'homme, par les textes constitutionnels de la V^e République et par un choix d'œuvres littéraires). Elle présente sans doute à leurs yeux l'avantage de permettre une assimilation rapide des masses d'immigrés qui deviendraient Français simplement en manifestant leur adhésion à quelques principes moraux et juridiques issus de la philosophie des Lumières.

Comme la théorie racialiste, le contractualisme ne résiste pas à la critique. Déjà Renan dans sa célèbre conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?* percevait la difficulté de faire reposer l'édifice social sur la chose la plus fragile et la plus inconstante qui soit : la volonté individuelle. Déjà, il

reconnaissait, plus ou moins entre les lignes, que si la conscience d'appartenir à une communauté nationale existait chez les Français c'était le fruit de l'histoire et notamment de l'histoire d'avant 1789 plus que du fameux « plébiscite permanent » dont les modalités d'organisation m'ont personnellement toujours laissé songeur...

Outre son artificialité et sa fragilité, il faut considérer un autre défaut de la position contractualiste : ses potentialités totalitaires. Les disciples les plus conséquents de Rousseau au XX^e siècle s'appellent Lénine, Mussolini et Hitler, dans la mesure où ils ont bien compris que si l'on voulait faire passer le Contrat social du mythe à la réalité, il fallait entretenir une tension permanente dans la société et exiger des citoyens qu'ils abandonnassent, non plus seulement en théorie mais aussi en pratique, leur autonomie individuelle pour fusionner dans l'État.

La matière et la forme

À tous égards, la position maurrassienne apparaît dans ce débat comme le "juste milieu" aristotélicien, c'est-à-dire, selon une expression plus heureuse, comme le "milieu juste" entre ces deux extrêmes que sont le racialisme et le contractualisme. Maurras écrit dans *Kiel et Tanger* : « Les organes de large unifica-

tion, les créateurs de grandes nationalités, ce ne sont pas les personnes, leur troupeau immense de petites volontés autonomes. Celles-ci bornent leur champ à l'intérêt particulier de chacune d'elles et à celui, tout limitrophe, de la famille qui est le "prolongement" de soi. C'est tout ce que l'on peut demander au citoyen librement consulté. En histoire, tout le surcroît vient d'une race d'êtres bien différente, il vient de la petite poignée des chefs : fondateurs, directeurs, organisateurs. » Par là, il remet l'Histoire, - la grande exclue des deux autres conceptions -, dans le jeu. Il rétablit les droits des véritables auteurs de la nationalité française : les rois capétiens et les fortes personnalités qui les ont servis. Il affirme encore dans *L'Action Française* du 23 juillet 1916 : « Il est vrai que la nationalité n'est pas un phénomène de race. Il ne s'en suit pas qu'elle soit le résultat artificiel d'un acte de volonté contractante. Sans doute, et avec une certaine liberté, nous adhérons à notre race, à notre nationalité, à notre nation, mais on adhère comme on consent. » Ici, il renvoie dos à dos le racialisme et le contractualisme tout en précisant la place qu'il concède à la volonté individuelle, celle du consentement.

L'aristotélisme de Maurras est d'ailleurs plus profond qu'on ne le dit habituellement. L'expression du présent débat dans les termes de la métaphysique d'Aristote de-

vrait permettre de le montrer aisément. On sait que pour le Stagirite, tous les êtres sont constitués de matière et de forme, c'est-à-dire, d'un élément informe et qui pourrait être potentiellement beaucoup de choses et d'un élément formel qui rattache l'être à son essence, qui lui confère une vie propre conformément à une nature particulière.

Sous cet éclairage philosophique, on peut dire que la conception de la nation-race prétend se passer de forme. Elle ne prend en considération que la matière. Comme dans la philosophie de Parménide, elle nous dit que le changement est une illusion, qu'une chose est ce qu'elle est, qu'elle est pour toujours fixée dans son immutabilité. La conception de la nation-contrat, à l'inverse, prétend, elle, se passer de la matière. Au diable les Gaulois, les Romains et les Francs, au diable l'histoire de la formation de la France, le christianisme, etc. Pour être Français, il suffirait de le vouloir, d'en exprimer le désir et de se plier à quelques formalités administratives et symboliques. C'est le changement permanent. C'est même très exactement le changement sans sujet du changement ! Pour qu'une chose change, reçoive une nouvelle forme, encore faut-il qu'elle préexiste à ce changement !

L'impossible débat

La conception maurrassienne, pour sa part, prend en compte à la fois la matière et la forme. Elle considère que pour que le changement (ou l'évolution) soit possible, il faut qu'il existe un sujet, un support à ce changement, une matière donc. C'est pour cette raison que nous ne méprisons pas « la terre et les morts » pour reprendre la formule de Barrès. Cela dit, notre conception admet également que cette matière ne peut exister sans la forme, sans l'idée de la France, sans cet élément dynamique né de l'Histoire et qui rend possible, par exemple, l'intégration (prudente et limitée !) de nouveaux peuples ou de nouveaux territoires.

La raison pour laquelle MM. Sarkozy et Besson font aujourd'hui fausse route est la suivante : ils ont conscience d'une crise de la matière-France, liée principalement aux changements quantitatifs sans précédent que notre peuple a subis en quelques décennies (immigration massive, extra-européenne extrêmement difficile à intégrer) mais ils n'ont aucune conscience d'une crise plus profonde de la nation-forme, c'est-à-dire de l'idée de la France. Pis, ils participent à l'aggravation de ce problème en excluant de leur débat l'histoire, la géographie et la religion pour tout réduire à l'idéologie des Lumières et à la forme républicaine de gouvernement. Le principal obstacle aujourd'hui à toute réflexion sérieuse sur l'identité nationale... c'est la République !

STÉPHANE BLANCHONNET

* Article paru le 10 décembre sur le blogue de l'auteur : www.a-rebours.fr